

**Consultations sur une Politique nationale en matière  
d'alimentation dans les écoles – rapport « Ce que  
nous avons entendu »**

Consultations sur une Politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles – rapport «  
Ce que nous avons entendu »

Les formats en gros caractères, braille, MP3 (audio), texte électronique, et DAISY sont disponibles sur demande en [commandant en ligne](#) ou en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Si vous utilisez un télécriteur (ATS), composez le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Pour des renseignements sur les droits de reproduction : [droitdauteur.copyright@HRSDC-RHDCC.gc.ca](mailto:droitdauteur.copyright@HRSDC-RHDCC.gc.ca)

**PDF**

N° de cat. Em4-36/2023F-PDF

ISBN 978-0-660-67894-8

# Table des matières

- [Liste des graphiques](#)
- [Sommaire](#)
- [Aperçu](#)
  - [Politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles](#)
  - [En quoi consistent les consultations](#)
- [Ce que nous avons entendu – Points essentiels à retenir](#)
  - [Soutien à l'égard d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles](#)
  - [Viser l'universalité et réduire la stigmatisation](#)
  - [Santé et nutrition](#)
  - [Littératie alimentaire, éducation et participation des élèves](#)
  - [Systèmes alimentaires locaux et développement communautaire](#)
  - [Défis liés à la prestation des programmes](#)
  - [Programmes d'alimentation dans les écoles pour les élèves Autochtones](#)
- [Prochaines étapes](#)
- [Remerciements](#)
- [Annexe A – Participants à la table ronde virtuelle](#)
- [Annexe B – Sommaire des résultats du questionnaire en ligne](#)
  - [Questions posées à tous les répondants](#)
  - [Questions posées aux parents](#)
  - [Questions posées aux personnel scolaires](#)
  - [Questions posées aux organismes de prestation de services](#)

## Liste des graphiques

- [Graphique 1 : Le pourcentage des répondants qui croient que des programmes d'alimentation scolaires sont bénéfiques aux enfants \(enfants allant à l'école, qui ont 18 ans ou moins\)](#)
- [Graphique 2 : Le pourcentages de répondants qui croient chaque raison est importante pour la politique pan-canadienne en matière d'alimentation scolaire](#)
- [Graphique 3 : Le pourcentage de répondants estimant que chaque action est importante pour une politique pan-canadienne en matière d'alimentation scolaire](#)
- [Graphique 4 : Le pourcentage de répondants qui pensent que chaque méthode peut nourrir le plus d'enfants, tout en réduisant la stigmatisation](#)
- [Graphique 5 : Le pourcentage de répondants qui ont des enfants qui participent aux programmes d'alimentation scolaires](#)
- [Graphique 6 : Le pourcentage de répondants qui sont d'accord avec chaque avantage lié à la participation de leur enfant au programme d'alimentation scolaire](#)
- [Graphique 7 : Le pourcentage de répondants citant chaque raison pour laquelle leur enfant ne participe pas aux programmes d'alimentaire scolaire](#)

- [Graphique 8 : Le pourcentage de répondants qui nomment chaque raison de leur participation/non-participation potentielle si l'écoles de leurs enfants offraient un programme d'alimentation scolaire](#)
- [Graphique 9 : Le pourcentage de répondants qui sont prêtes à payer une somme par enfant par jour pour que leur petite déjeuner soit fourni à l'école](#)
- [Graphique 10 : Le pourcentage de répondants qui sont prêtes à payer une somme par enfant par jour pour que leur déjeuner soit fourni à l'école](#)
- [Graphique 11 : Le pourcentage de répondants qui travaillent dans une école avec un programme d'alimentation scolaire](#)
- [Graphique 12 : Le pourcentage de répondants par emploi dans les écoles](#)
- [Graphique 13 : Le pourcentage de répondants qui croient chaque barrière constitue un obstacle significatif aux programmes d'alimentation scolaires](#)
- [Graphique 14 : Le pourcentage de répondants estimant chaque barrière constitue un obstacle significatif aux programmes d'alimentation scolaires](#)
- [Graphique 15 : Le pourcentage de répondants dont leurs organismes fournissent chaque type de service](#)
- [Graphique 16 : Le pourcentage par type d'organisme](#)
- [Graphique 17 : Le pourcentage des organismes qui obtiennent leurs financements et leurs contributions en nature de chaque source](#)

## Sommaire

Il est prioritaire pour le gouvernement du Canada de veiller à offrir à tous les enfants le meilleur départ possible dans la vie. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles le gouvernement du Canada prend des mesures pour mettre au point une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à collaborer avec les provinces, les territoires, les partenaires autochtones, les municipalités et les intervenants à l'élaboration d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles (la « Politique ») et à la mise en place d'un programme national de repas nutritifs dans les écoles.

Le présent rapport résume les points de vue que nous avons entendus lors des consultations sur la Politique. Depuis janvier 2022, nous avons consulté la population canadienne de diverses façons, notamment :

- des tables rondes régionales et nationales d'intervenants qui sont thématiques et ciblées;
- des visites ministérielles aux sites qui offrent des programmes d'alimentation dans les écoles;
- un questionnaire public en ligne;
- des observations écrites provenant d'organismes et de particuliers;
- des séances de consultation du Conseil consultatif national sur la pauvreté;
- des discussions avec le Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada;
- des discussions avec le Conseil canadien de la jeunesse agricole;
- des réunions avec divers intervenants, notamment des membres du milieu universitaire; et des organismes de prestation de services.

Dans le cadre de ces consultations, les Canadiens ont exprimé de nombreux points de vue concernant ce que la Politique pourrait inclure. De plus, des organismes de prestation de services et des experts ont partagé certains des défis auxquels sont confrontés les programmes d'alimentation dans les écoles.

Nous avons appris que l'offre alimentaire dans les écoles présente de nombreux avantages pour les enfants et leurs collectivités. Les participants ont mentionné de nombreuses façons dont la Politique pourrait inclure ces avantages. Ils ont souligné que la Politique devrait :

- permettre une certaine souplesse afin que les différents programmes puissent s'adapter aux réalités et aux contextes locaux;
- tirer parti des programmes existants.

On nous a dit qu'il est important de s'assurer que les enfants ne subissent pas de stigmatisation lorsqu'ils participent à des programmes. Nous avons également entendu qu'il était important que les programmes adoptent l'universalité.

Nous avons entendu le point de vue des peuples et des organisations autochtones qui offrent des programmes dans les communautés autochtones. Nous avons entendu parler de l'importance de :

- veiller à ce que les partenaires autochtones aient le plein contrôle des programmes;
- faciliter l'accès aux aliments et au savoir traditionnels.

Nous avons appris que les organismes qui offrent des programmes font face à de nombreux défis. Les participants ont également expliqué comment la Politique pourrait renforcer la communauté des responsables de l'alimentation dans les écoles.

Les enfants et les jeunes nous ont parlé directement de l'importance des programmes d'alimentation dans les écoles pour tous les élèves. Ils ont indiqué qu'une alimentation saine leur permet de rester concentrés et stimulés à l'école et d'exceller sur le plan scolaire.

Les constatations découlant de ces échanges et de ceux en cours contribueront à éclairer l'élaboration de la Politique.

## Aperçu

### **Politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles**

Le gouvernement du Canada s'est engagé à collaborer avec les provinces, les territoires, les partenaires autochtones, les municipalités et les intervenants à l'élaboration d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles (la « Politique ») et à travailler à l'élaboration d'un programme national de repas nutritifs dans les écoles.

La consultation des Canadiens a été une étape importante de l'élaboration de cette Politique. Elle visait à connaître les points de vue des Canadiens afin de nous assurer que la Politique en tient compte. Pour soutenir les consultations, nous avons publié un [document de travail](#) décrivant les principaux thèmes.

Le présent rapport « Ce que nous avons entendu » résume les propos qui ont été exprimés dans le cadre de ces consultations.

## **En quoi consistent les consultations**

Les consultations ont commencé au début de 2022. Nous avons mené de vastes consultations et continuerons à le faire au fur et à mesure de l'élaboration de la Politique. Nous avons échangé avec les Canadiens par les moyens suivants.

### **Tables rondes ministérielles et visites des lieux**

L'ancienne ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Karina Gould, a tenu des tables rondes avec les intervenants. Elle a également visité de nombreuses collectivités partout au Canada offrant des programmes d'alimentation dans les écoles

### **Tables rondes virtuelles ciblées des intervenants**

L'ancienne ministre, l'honorable Karina Gould, a également organisé quatre tables rondes thématiques en novembre et décembre 2022. Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a tenu une table ronde thématique en novembre 2022. Plus de 130 intervenants de partout au pays ont participé à ces tables rondes; ils représentaient :

- des organismes de prestation de services;
- des communautés scolaires;
- des organismes de santé;
- des milieux universitaires;
- des organismes du secteur de l'alimentation et de l'agriculture;
- des organismes de défense des intérêts communautaires.

Nous avons pris des mesures pour qu'il y ait une représentation diversifiée :

- des populations autochtones ou vivant dans des régions nordiques, éloignées, urbaines ou rurales;
- des populations marginalisées;
- d'importants intervenants dans la prestation des programmes de repas dans les écoles;
- des populations les plus touchées par cette question stratégique, notamment les administrateurs scolaires ainsi que les enfants et les jeunes.

[L'annexe A](#) présente la liste des organismes qui ont participé aux tables rondes virtuelles.

### **Séances de consultation sur les enfants et les jeunes**

Nous avons organisé trois séances de consultation avec les enfants et les jeunes en mai et juin 2023. Deux séances en personne ont eu lieu avec des enfants de la troisième à la sixième année. Une séance virtuelle bilingue a eu lieu avec des jeunes de la septième à la douzième année

### **Questionnaire public en ligne**

En tout, 5 283 personnes ont répondu au questionnaire public en ligne du 16 novembre au 16 décembre 2022.

- 83 % des répondants ont rempli le questionnaire à titre individuel et 16 % l'ont fait en tant que représentants d'un organisme autre qu'une école. Les 2 % restants ont répondu qu'ils préféreraient ne pas répondre ou qu'ils ne savaient pas, ou bien ils ont détaillé une autre réponse.
- 89 % des répondants ont rempli le questionnaire en anglais et 11 % en français.

Parmi les répondants:

- 16 % se sont identifiés comme des hommes, 78 % comme des femmes et 1 % se sont identifiés comme des non binaires; 5 % n'ont pas précisé;
- 28 % se sont identifiés comme enseignant, administrateur scolaire ou professionnel de soutien à l'éducation;
- 54 % ont indiqué être un parent ou un tuteur légal. Ils avaient au moins un enfant de moins de 18 ans dans leur ménage;
- 965 répondants se sont identifiés comme Autochtones ou comme une personne travaillant avec des communautés autochtones;
- Toutes les provinces et territoires étaient représentés parmi les répondants. La plupart des répondants venaient de l'Ontario (41 %), de la Colombie-Britannique (12 %), du Québec (11 %) et du Manitoba (11 %).

Parmi les répondants organisationnels :

- 74 % sont impliqués comme un organisme offrant des programmes de distribution de repas dans les écoles;
- 26 % sont impliqués comme un organisme souhaitant offrir des programmes de distribution de repas dans les écoles;
- 69 % des organismes répondants sont sans but lucratif, 18 % sont des organismes gouvernementaux et 6 % sont des organismes à but lucratif, et les 7 % restants ont répondu qu'ils ne savaient pas ou préféreraient ne pas répondre;
- en ordre décroissant, les 832 organismes ayant répondu ont reçu du financement des sources suivantes :
  - des gouvernements provinciaux et territoriaux;
  - des organismes de bienfaisance;
  - le secteur privé;
  - les gouvernements municipaux;
  - le gouvernement fédéral;
  - des parents ou tuteurs.

Consulter [l'annexe B](#) pour un résumé des principaux résultats obtenus des questionnaires remplis.

### Observations écrites

Plus de 76 organismes et particuliers ont présenté des observations écrites de novembre 2022 à mai 2023, notamment :

Table 1: La somme des observations écrites présentée par type d'intervenant

Type d'intervenant	Nombre
Organismes de santé	21

Organismes du secteur de l'alimentation et de l'agriculture	14
Organismes de prestation de services	17
Organismes de la communauté scolaire (écoles de la maternelle à la 12 <sup>e</sup> année; organisations représentant les enseignants, les administrateurs scolaires et les parents)	13
Autres (universitaires, particuliers, organismes de bienfaisance et municipalités)	11
<b>Total</b>	<b>76</b>

### Séances de mobilisation du Conseil consultatif national sur la pauvreté (CCNP) sur l'expertise vécue

Le CCNP a dirigé des séances de mobilisation à la fin de 2022. Ces séances ont eu lieu à Montréal, à Toronto, à Regina et à Vancouver. Elles ont réuni des personnes ayant une expertise vécue en matière de pauvreté ou d'insécurité alimentaire. Des organismes de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire y ont également participé. Au cours de ces séances, les participants ont discuté de leur point de vue sur la Politique

#### Réunions avec les intervenants

Depuis janvier 2022, des représentants d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) et de l'AAC ont rencontré à de nombreuses reprises :

- des intervenants;
- des experts;
- le milieu universitaire.

#### Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada

Des représentants d'EDSC et AAC ont consulté le groupe de travail de l'APFC sur la nutrition dans les écoles. Ils ont fait part de leurs points de vue au sujet d'une politique

#### Conseil canadien de la jeunesse agricole (CCJA)

Des représentants d'EDSC et d'AAC ont consulté les membres du Conseil. Ils ont fait part de leurs points de vue au sujet d'une politique

Nous avons consulté des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux et des partenaires autochtones. Nous continuons de consulter ces représentants et partenaires alors que nous travaillons à l'élaboration d'une politique.

## Ce que nous avons entendu – Principaux points à retenir



Les principaux points à retenir de cette section reflètent les points de vue des participants. Les résultats ne sont représentatifs ni de l'ensemble de la population canadienne ni de l'ensemble des intervenants d'EDSC. Cette section vise à résumer les idées soulevées. Nous ne tenons pas compte ici de tous les commentaires que nous avons entendus.

Tout au long du rapport, nous utilisons le terme « participant » pour attribuer les opinions exprimées. Ces points de vue ont été recueillis à l'aide de différentes méthodes de consultation employées par divers intervenants. La section [« En quoi consistent les consultations »](#) décrit ces méthodes et les intervenants. Nous sommes plus précis lorsque nous faisons référence aux types d'intervenants individuels ou aux méthodes de consultation.

## **Soutien à l'égard d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles**

Les consultations ont montré un soutien massif en faveur d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles. Presque tous les participants s'entendent pour dire que les programmes d'alimentation dans les écoles profitent aux enfants. Par exemple, environ 96 % des répondants au questionnaire sont de cet avis. Les organismes d'intervenants sont d'accord pour que le gouvernement élabore une politique et des programmes de financement.

Les participants ont évoqué les nombreux avantages qu'ils ont constatés dans le cadre des programmes d'alimentation dans les écoles. Ils ont évoqué les avantages pour la santé des enfants, les possibilités d'éducation et les liens avec les systèmes d'alimentation et l'économie locale.

Dans le cadre de la consultation, de nombreux participants ont convenu que la Politique devrait :

- être flexible et en mesure de s'adapter au contexte local et aux réalités de chaque collectivité;
- compléter les programmes actuels et en tirer parti;
- permettre aux responsables des programmes de continuer à explorer de nouvelles façons de les mettre en œuvre;
- inclure des mesures empêchant les provinces et les territoires de déplacer le financement actuel.

Moins de 1 % des répondants au questionnaire n'approuvent pas la participation du gouvernement aux programmes d'alimentation dans les écoles. Ces participants ont évoqué les raisons suivantes :

- les écoles sont de compétence provinciale et territoriale;
- ce ne devrait pas être aux écoles ou aux gouvernements à nourrir les enfants;
- les programmes d'alimentation dans les écoles sont une solution provisoire à un problème lié à un revenu insuffisant.

Certains participants estiment que les programmes d'alimentation dans les écoles ne sont pas un moyen de réduire l'insécurité alimentaire. On retrouve parmi eux des universitaires et des organismes de santé et communautaires. Ces participants ont recommandé au gouvernement de mettre en place davantage de mesures de soutien fondées sur le revenu pour régler ce

problème. Les organismes de prestation de services et les communautés scolaires ont décrit comment les programmes peuvent :

- soulager la faim et l'insécurité alimentaire chez les enfants;
- offrir une certaine stabilité aux familles.

#### Points de vue des enfants et des jeunes

Les enfants et les jeunes ont reconnu l'importance des programmes d'alimentation dans les écoles pour tous les élèves. Ils ont indiqué qu'une alimentation saine leur permet de rester concentrés et stimulés à l'école et d'exceller sur le plan scolaire.

*« Dans l'immédiat, il faut offrir des aliments sains aux enfants. Partout au Canada, des familles sont en crise et doivent souvent choisir entre payer leur loyer et mettre de la nourriture sur la table. Les enfants doivent être à l'école, donc nous savons que grâce à un programme national d'alimentation dans les écoles, ils auront au moins accès à de la nourriture pendant qu'ils y sont. »* – **Observation écrite d'un organisme**

*« Mon enfant n'a jamais faim au réveil, mais il a faim au moment où il arrive à l'école. Le fait qu'il ait accès à de la nourriture à son arrivée est extrêmement réconfortant. »* – **Réponse d'un particulier au questionnaire**

*« Il existe de nombreux modèles de différents programmes d'alimentation scolaire partout au Canada. Au sein même des provinces et des territoires, il existe des différences régionales. Il s'agit de l'une des plus grandes forces du programme, car les communautés comprennent les besoins de leurs enfants et la meilleure façon d'y répondre. Il s'ensuit que les collectivités ont des défis et des besoins opérationnels différents. »* – **Observation écrite d'un organisme**

### Viser l'universalité et réduire la stigmatisation

Les participants ont appuyé un modèle universel d'exécution du programme. Dans un modèle universel, chaque enfant a accès à l'alimentation dans les écoles. Les participants ont dit que l'universalité réduit la stigmatisation. Cela garantit également que tous les enfants qui ont besoin de l'alimentation dans les écoles y ont accès. Bien que les programmes ciblent souvent les ménages à faible revenu, il n'y a pas de « stéréotype » d'enfant qui souffre de la faim. Les organismes ont indiqué qu'il existe de nombreuses raisons pour lesquelles les élèves arrivent à l'école l'estomac vide.

De nombreux participants ont mentionné qu'il était important de s'assurer que les élèves ne subissent pas de stigmatisation lorsqu'ils participent à des programmes d'alimentation dans les écoles. La majorité des répondants au questionnaire (59 %) estiment qu'il s'agit d'un objectif important. L'objectif de nombreux organismes est d'offrir des programmes universellement accessibles. Ils ont souligné que les limites de financement peuvent signifier qu'ils doivent

choisir qui participe aux programmes. Ils disent pouvoir le faire sans stigmatiser les élèves. Ils ont donné des exemples de la façon dont ils le font :

- cibler tous les élèves d'une année donnée, en tenant compte ou non des facteurs socioéconomiques;
- cibler les élèves d'une école ou d'un quartier, en tenant compte ou non des facteurs socioéconomiques;
- dans un modèle « payez ce que vous pouvez », veiller à ce que les familles ignorent quelles familles paient pour les repas et combien;
- veiller à ce que tous les élèves qui bénéficient des programmes aient les mêmes options de repas et soient traités de la même manière.

Les participants ont manifesté un large soutien à l'égard d'un modèle de programme « payez ce que vous pouvez ». Dans ce modèle, tous les enfants qui ont accès à un programme peuvent y participer. Les familles qui sont en mesure de payer et celles qui ne paient pas peuvent tout de même participer. Près du tiers des répondants au questionnaire (32 %) croient qu'un modèle « payez ce que vous pouvez » pourrait aider à nourrir le plus grand nombre d'enfants. Selon eux, cela pourrait aussi réduire la stigmatisation par la même occasion. Certains participants croient que la seule façon de mettre fin à la stigmatisation est l'accès universel.

Certains programmes utilisent une évaluation des moyens ou ciblent des élèves particuliers au sein d'une école. De nombreux organismes et communautés de prestation de services ont mis en garde contre cela. Ils estiment que cela pourrait faire en sorte que moins d'élèves choisiront de participer en raison de la stigmatisation. Ils recommandent plutôt de cibler tous les élèves d'une année ou d'une école en particulier.

Certains programmes sont réservés aux élèves autochtones d'une école. Les organismes de prestation de services ont aussi mis en garde contre cela. Ils recommandent que les programmes fournissent du financement pour tous les élèves d'une école. Cela évite que les participants au programme soient victimes de stigmatisation et de racisme.

#### Points de vue des enfants et des jeunes

Les enfants et les jeunes appuient l'accès de tous aux programmes parce qu'il y a de nombreuses raisons pour lesquelles une personne pourrait avoir faim à l'école. Les enfants disent qu'ils peuvent parfois :

- ne pas avoir le temps de déjeuner;
- égarer ou perdre leur dîner à l'école;
- ne pas avoir apporté assez de nourriture pour être rassasiés;
- ne pas vouloir manger ce qu'ils ont apporté à l'école.

Ils ont indiqué que si un programme ne comprend que des familles qui ont de la difficulté à s'alimenter, de nombreux enfants affamés seront laissés de côté. Comme l'a dit un enfant : « tout le monde compte ».

Les jeunes sont également favorables aux programmes qui fournissent des repas consommés à l'école, comme le déjeuner et le dîner, au lieu de seulement des collations.

Presque tous les enfants et les jeunes qui y ont participé avaient un programme de déjeuners ou de collations à leur école. Ils disent que leur déjeuner et leur collation les aident à se concentrer. Toutefois, plusieurs ont souligné que la nourriture fournie dans le cadre de ces programmes n'est pas assez abondante pour qu'ils se sentent rassasiés tout au long de la journée. La plupart des enfants et des jeunes n'ont pas de programme de dîner à leur école et ont souligné l'importance d'inclure le dîner dans les programmes d'alimentation dans les écoles. Les jeunes estiment que le dîner est le repas le plus important de leur journée et que les programmes devaient inclure des dîners complets pour les aider à apprendre tout au long de la journée. Les jeunes reconnaissent que même si la plupart des programmes pouvaient devoir proposer des dîners payants, il devrait y avoir des options gratuites pour les jeunes qui ne peuvent pas payer.

En plus de veiller à ce que les programmes soient à la disposition de tous les élèves et fournissent chaque repas à l'école, les jeunes ont souligné qu'il devrait y avoir suffisamment de nourriture pour tous ceux qui souhaitent participer. Les jeunes disent que la stigmatisation n'est pas la seule raison pour laquelle ils peuvent choisir de ne pas participer aux programmes. Un jeune a mentionné que c'est par culpabilité qu'il ne participe pas au programme de son école lorsqu'il a faim. Il se sent obligé de laisser de la nourriture pour d'autres jeunes qui n'ont peut-être pas accès à suffisamment de nourriture à la maison.

*« Je dirais qu'il y a une certaine stigmatisation [au sujet du programme d'alimentation dans les écoles], mais j'ai l'impression que la principale raison pour laquelle les élèves de familles qui n'ont peut-être pas le revenu nécessaire pour se payer de la nourriture [à la maison] ne participent pas à ce programme, c'est parce qu'ils ont l'impression que ça n'en vaut pas la peine. Beaucoup de gens m'ont dit que la nourriture n'a pas l'air appétissante ou qu'elle ne vous garde pas rassasié. On n'a pas vraiment de biais de mon école là-dessus. Nous aimerions simplement qu'il y ait beaucoup, beaucoup plus à leur donner pour que les gens puissent mieux y accéder. »* – **Participant à la séance de mobilisation des jeunes**

*« Plusieurs familles ont plus qu'une enfant, ça coûte cher pour acheter des repas à chaque enfant »* – **Participant à la séance de mobilisation des enfants**

*« Nous savons que des enfants d'à peine 10 ans vont se priver de manger s'ils se sentent gênés par la situation socioéconomique de leur famille. Il est donc primordial qu'aucun enfant ne se sente stigmatisé s'il profite d'un programme d'alimentation dans les écoles. Pour y parvenir, le principe d'accès universel pour tous les élèves des communautés scolaires prioritaires est crucial [...] Bien que l'objectif puisse être de nourrir tous les Canadiens à l'école, la réalité est que le financement est limité. Il faut donc accorder la priorité aux communautés à faible revenu identifiées au moyen des données du recensement. »* – **Observation écrite d'un organisme**

## Santé et nutrition

Un meilleur accès à des aliments sains et nutritifs pourrait profiter à tous les enfants canadiens. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les enfants peuvent avoir faim ou ne pas avoir un régime alimentaire adéquat. De nombreux organismes de santé partagent ce point de vue. Bon nombre de participants estiment que la Politique devrait mettre l'accent sur la santé et le bien-être des enfants. Ils croient aussi qu'elle doit cibler la réduction de la faim. Les répondants au questionnaire sont d'accord, 88 % et 83 % respectivement ayant indiqué qu'il s'agit d'objectifs importants.

De nombreux participants sont d'avis que les programmes d'alimentation dans les écoles peuvent améliorer la santé et l'apport nutritionnel chez les enfants participants à long terme en :

- réduisant le nombre d'enfants qui apprennent le ventre creux;
- aidant les enfants à développer des pratiques saines pour la vie grâce à la littératie alimentaire et à l'éducation;
- améliorant les régimes alimentaires grâce à une consommation accrue d'aliments sains.

Les participants ont proposé d'exiger que les programmes offrent des aliments à base de plantes. Certains suggèrent que les programmes établissent des objectifs quant à l'offre d'aliments à base de plantes. De nombreux organismes de prestation de services ont souligné qu'il n'est pas conseillé de fixer des cibles pour les produits à base de plantes. Ces cibles pourraient ne pas répondre aux besoins culturels de nombreux Canadiens et ne pas les respecter. Ces organismes ont souligné les besoins des peuples autochtones. Ils ont également dit que, compte tenu des contextes et des réalités sur le terrain, il pourrait être impossible d'établir de telles cibles.

Les participants appuient l'harmonisation de la Politique avec le Guide alimentaire canadien. De nombreux participants ont souligné les défis liés à l'amélioration de la santé et de la nutrition, notamment :

- les normes nutritionnelles locales. Les écoles et les régions pourraient devoir élaborer des lignes directrices pour tenir compte des réalités locales;
- l'accès à des aliments nutritifs, locaux ou biologiques. Certaines collectivités n'ont pas un accès régulier et doivent compter sur des aliments emballés et transformés;
- l'absence de mobilisation des élèves, du personnel scolaire et des parents. Cela peut donner lieu à des directives nutritionnelles ayant peu d'incidence sur la santé des enfants.

Il y avait des divergences d'opinions entre les participants au sujet du marketing alimentaire dans les écoles. Certains organismes de prestation de services et de défense des intérêts communautaires avaient des préoccupations. Certains participants ont soulevé des préoccupations au sujet de l'utilisation de produits alimentaires de marque dans les écoles. Ils estiment que ces produits pourraient avoir des répercussions sur les habitudes alimentaires. Ils ont plaidé en faveur de l'interdiction de la commercialisation d'aliments malsains dans le cadre des programmes.

De nombreux autres organismes ont souligné qu'il faut un équilibre. Ils font remarquer que les programmes peuvent parfois compter sur des dons de produits de marque ou malsains. Ils pensent qu'il est plus important d'inculquer aux enfants des compétences en littératie

alimentaire. Ils ont souligné que ces compétences renforceraient la confiance des enfants dans leur capacité de faire des choix sains.

#### Points de vue des enfants et des jeunes

Plusieurs jeunes ont indiqué qu'ils essaient d'éviter d'étiqueter les aliments comme étant sains ou malsains et qu'ils s'efforcent plutôt d'opter pour un régime équilibré.

Ils disent que même s'il est important que les programmes offrent des aliments sains, il est tout aussi important de proposer une grande variété d'aliments appétissants, nourrissants et de grande qualité. Plusieurs jeunes disent avoir entendu des commentaires négatifs au sujet des programmes d'alimentation dans les écoles, notamment que :

- la nourriture n'est pas saine;
- les aliments ne rassasient pas;
- les choix sont ennuyeux ou répétitifs;
- le programme n'en vaut pas le coût ou est trop cher;
- la nourriture n'est pas savoureuse.

Les jeunes ont souligné que les options plus saines ne sont pas toujours les plus populaires. Ils disent que la nourriture fournie dans le cadre des programmes est en concurrence avec celle offerte dans les cafétérias, au restaurant et à la maison. Pour mettre en valeur des aliments sains dans les programmes d'alimentation dans les écoles, ils suggèrent que des aliments sains soient servis :

- de façon ludique et colorée;
- à un prix bas et abordable;
- frais et en bon état.

*« [...] la mauvaise alimentation constitue pour le Canada un fardeau économique énorme semblable à celui du tabagisme et plus lourd que celui de l'inactivité physique [...] Le statu quo dans la promotion d'une saine alimentation permettra à ce fardeau de persister. »* – **Observation écrite d'un organisme**

*« J'essaie de ne pas nécessairement considérer la nourriture comme malsaine ou saine. Je sais que certains aliments sont meilleurs pour moi et que d'autres le sont moins, mais je valorise l'équilibre. Bien sûr, je vais essayer de manger plus de légumes, plus de protéines, mais vous savez, de temps en temps, j'ai envie d'un Oreo pour rester heureux et je pense que c'est vraiment important. »* – **Participant à la séance de mobilisation des jeunes**

*« En assurant un meilleur accès à des aliments sains adéquats, le programme commencerait à s'attaquer aux problèmes critiques associés à des aliments insuffisants et non nutritifs pour des millions d'écoliers au Canada, qui ont une incidence sur leur santé physique et mentale, entraînent des risques de maladies chroniques permanentes et minent l'assiduité et le*

*rendement à l'école ainsi que l'estime de soi, le développement personnel et le bien-être à long terme. » – Observation écrite d'un organisme*

## **Littératie alimentaire, éducation et participation des élèves**

De nombreux intervenants estiment que les programmes de repas dans les écoles devraient adopter une approche holistique. Ils soulignent que cette approche favorise la santé et la nutrition. Ils ont suggéré :

- de créer des occasions de participation des élèves;
- d'intégrer la littératie alimentaire et l'éducation;
- d'établir un lien avec les programmes d'études.

Les participants ont indiqué que les programmes pourraient accroître leur incidence en allant au-delà d'offrir seulement des aliments. Outre leurs bienfaits sur le plan de la santé et de la nutrition, la littératie alimentaire et l'éducation peuvent notamment :

- aider à comprendre la production alimentaire locale et les systèmes alimentaires plus vastes;
- renforcer les liens entre les enfants et leurs collectivités;
- donner aux enfants l'occasion d'en apprendre davantage sur les possibilités de carrière futures;
- permettre de découvrir des aliments et des pratiques alimentaires culturelles uniques;
- développer les compétences et les connaissances des enfants en matière de préparation alimentaire.

Les participants estiment qu'il importe que la Politique améliore la connaissance des aliments chez les enfants. La moitié des répondants au questionnaire sont d'accord pour dire qu'il s'agit d'un objectif important. Les participants disent aussi qu'il est important d'accroître les compétences des enfants en matière de préparation des aliments. Le quart des répondants sont d'accord.

Les participants ont souligné les avantages de l'apprentissage pratique expérientiel. Les organismes disent que cela a l'incidence la plus positive sur les élèves. Cet apprentissage peut avoir une incidence sur la littératie alimentaire, les compétences et l'acquisition de saines habitudes. Les organismes ont indiqué qu'ils appliquent cette approche en procédant comme suit :

- mettre en valeur la production alimentaire locale au moyen de visites et d'activités communautaires sur place;
- faire participer les élèves à la planification des menus, de même qu'à la préparation et au service des aliments;
- encourager les écoles à collaborer avec les chefs, les cueilleurs, les chasseurs, les pêcheurs, les nutritionnistes et les diététistes;
- utiliser des trousse de repas abordables. Les enfants peuvent apporter les trousse à la maison pour enseigner et acquérir des compétences alimentaires;
- intégrer l'éducation alimentaire aux programmes d'études.

Les programmes d'alimentation dans les écoles offrent des occasions uniques de collaboration. Les organismes estiment que les écoles pourraient collaborer avec les aînés autochtones et les centres d'amitié. Cette collaboration pourrait sensibiliser les enfants aux aliments traditionnels, notamment au moyen d'activités axées sur la terre. Certains participants ont souligné les actes répréhensibles historiques du gouvernement à l'endroit des systèmes alimentaires autochtones. Ils ont affirmé que l'enseignement de la littératie alimentaire doit tenir compte de ces actes répréhensibles.

#### Points de vue des enfants et des jeunes

Les enfants et les jeunes étaient très enthousiastes à l'idée de participer à leurs programmes. Plusieurs participants ont souligné l'importance pour les jeunes de « décider de ce qui entre dans leur corps ». Les enfants et les jeunes ont fait remarquer qu'ils sont les mieux placés pour décider de ce qu'ils veulent manger et qu'ils pourraient profiter, aujourd'hui et à l'avenir, d'une plus grande participation à des étapes comme la préparation des repas.

Certains jeunes ont dit qu'ils n'avaient pas l'impression que leurs voix se reflétaient dans les programmes de leur école. Certains ont signalé que la nourriture servie n'a pas changé malgré une baisse de participation, et que leurs suggestions d'amélioration des programmes n'avaient pas été mises en œuvre. Ils ont également fait remarquer qu'à certains moments, ils ne savent pas où acheminer leurs suggestions puisqu'on ne sait trop qui est responsable du programme.

Les enfants ont fait part de leur intérêt pour ce qui est de décider quels types d'aliments ils consomment et d'avoir l'occasion de suggérer des aliments à essayer dans le cadre de leurs programmes. Beaucoup ont indiqué que les programmes d'alimentation dans les écoles devraient inclure des aliments de différentes cultures et un enfant a souligné que « certaines personnes pourraient ne pas se sentir appréciées s'il n'y a pas de nourriture qui représente leur culture ».

Les jeunes ont également souligné que les programmes pourraient aussi être une occasion d'apprendre. Selon eux, les programmes pourraient aider les jeunes à :

- apprendre à préparer des aliments en toute sécurité;
- s'attaquer aux perceptions négatives à l'égard des aliments sains;
- atteindre un équilibre dans leur alimentation;
- préparer et planifier des repas sains et abordables.

*« Les programmes participatifs pratiques sont liés à une meilleure connaissance nutritionnelle, à une consommation accrue d'aliments riches en nutriments, comme les légumes et les fruits, et à une préférence accrue pour des aliments sains, surtout chez les jeunes enfants. Les enfants de tous âges peuvent participer à des activités sur les compétences alimentaires adaptées à leur âge. » – Observation écrite d'un organisme*



« Je vais déménager l'an prochain. Donc, le fait d'avoir accès à [un programme qui] me montre comment préparer des repas nutritifs avec... des ingrédients bon marché me [serait] vraiment utile. » – **Participant à la séance de mobilisation des jeunes**

« Les enfants des écoles qui offrent des programmes devraient avoir leur mot à dire sur l'évolution du programme lui-même parce qu'en fin de compte, ce sont eux qui seront touchés par ce qui sera servi. Comme [d'autres participants] l'ont dit, s'ils mangent la même chose tous les jours pendant quatre ans, à un moment donné, cela découragera certaines personnes parce qu'elles recherchent la diversité dans leur alimentation. Il n'est pas nécessaire que les élèves dirigent le programme à 100 %, mais au moins qu'ils aient un comité d'élèves quelconque pour aider à établir les menus et travailler avec l'administration de l'école ou toute personne qui veut diriger le programme. » – **Participant à la séance de mobilisation des jeunes**

« Le fait de donner aux élèves l'occasion de donner leur avis, de fournir de la rétroaction et de constater qu'ils sont entendus par le personnel renforcera l'acceptation et l'engagement envers le programme. » – **Observation écrite d'un organisme**

## **Systèmes alimentaires locaux et développement communautaire**

Les participants ont vu une occasion de stimuler la production alimentaire et le développement économique à l'échelle locale. De nombreux intervenants ont souligné que l'on pourrait stimuler le développement en :

- créant des emplois (administrateurs de programmes, travailleurs des services alimentaires et de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, diététistes, chefs, etc.);
- renforçant le rôle de l'agriculture, des entreprises alimentaires, des chasseurs et des cueilleurs à l'échelle locale dans l'alimentation dans les écoles;
- investissant dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et les infrastructures locales.

Le quart des répondants au questionnaire ont indiqué que la promotion des liens avec les aliments et les producteurs locaux était un objectif important de la Politique.

Les organismes alimentaires et agricoles ont recommandé une définition flexible de l'approvisionnement alimentaire « local ». Les participants ont souligné que les collectivités n'ont pas toutes la même capacité de produire et de fournir des aliments locaux. Cela dépend de facteurs comme la géographie et la saisonnalité.

Certains participants s'inquiètent du fait que les pratiques actuelles d'approvisionnement alimentaire dans les écoles favorisent les entreprises à grande échelle. Ils ont souligné que la participation et le pouvoir décisionnel des communautés locales et des populations marginalisées font défaut. Les organismes de prestation de services et de défense des intérêts communautaires ont relevé des façons d'y remédier, notamment :

- modifier les pratiques d'approvisionnement pour mettre l'accent sur des facteurs autres que les coûts, dont :

- la provenance locale;
  - la durabilité;
  - la sous-représentation de petites et moyennes entreprises dirigées par des Noirs et des Autochtones, des jeunes et des femmes.
- fournir des incitatifs ou des subventions pour réduire les coûts plus élevés de l'approvisionnement alimentaire local pour les écoles;
  - créer des réseaux, comme des carrefours alimentaires, entre les écoles et les entreprises pour offrir un soutien logistique.

Des universitaires ont fourni des preuves que les programmes sont moins coûteux lorsque les chaînes d'approvisionnement appartiennent à l'école. Ils ont noté que le revenu des producteurs et des cueilleurs locaux augmente lorsqu'on ne recourt pas à des fournisseurs tiers.

#### Points de vue des enfants et des jeunes

Quelques jeunes participants estiment que les programmes gérés par de petites entreprises, par leur école ou par des clubs au sein de leur école sont plus susceptibles d'offrir des aliments moins coûteux et de meilleure qualité aux élèves que les programmes gérés par de grandes sociétés.

Quelques jeunes ont également dit que la nourriture devrait être obtenue localement dans la mesure du possible, car cela aiderait les élèves à découvrir les produits locaux et encouragerait l'économie locale.

*« Nous préconisons fortement l'utilisation d'entreprises locales pour fournir des repas aux écoles. Cela stimulera l'économie locale et l'emploi, en plus de faciliter l'utilisation de produits locaux et la production de repas culturels appropriés. »* – **Observation écrite d'un organisme**

#### Défis liés à la prestation des programmes

Les organismes de prestation de services et les communautés scolaires connaissent une hausse de la demande de programmes. Cela survient alors qu'ils font également face à des baisses de capacité importantes. Ils ont souligné que la diminution de la capacité est attribuable à de nombreux facteurs, dont le coût plus élevé des aliments. Les organismes ont indiqué qu'ils éprouvaient des difficultés, notamment :

- l'infrastructure;
- le besoin de personnel rémunéré;
- un manque de données et de structure de gouvernance.

## Infrastructure

Les organismes de prestation de services et les communautés scolaires ont souligné un manque d'infrastructure. Ils ont mentionné qu'il s'agit d'un obstacle à l'exécution et à l'expansion des programmes.

Certains organismes de prestation de services ont indiqué qu'une partie de leur financement est assorti de limites visant les coûts non liés aux aliments. Cela comprend les coûts d'infrastructure, d'équipement et d'administration. Ces organismes soulignent que ces limites visent à faire en sorte que le financement serve à accroître l'accès aux aliments. De nombreux organismes déplorent que ces limites affectent leur capacité d'offrir des programmes. Par exemple, les participants ont fait remarquer que pour offrir les programmes, les bénévoles et le personnel ont besoin de documents comme :

- des vérifications des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables ;
- un certificat en manipulation sécuritaire des aliments.

Ils ont expliqué que les limites du financement non alimentaire rendent les coûts comme ceux-ci difficiles à absorber.

Les communautés scolaires ont indiqué que de nombreuses écoles n'ont pas d'espaces de cuisine réservés. Ces écoles doivent donc :

- trouver un espace à l'extérieur des écoles pour produire et emballer des repas;
- créer un espace à l'intérieur des écoles pour l'entreposage avant le service.

Certains organismes de prestation de services ont fait part de leur expérience pendant la pandémie de COVID-19. Ils comptaient sur des produits préemballés et sur des assiettes et des couverts à usage unique pour offrir leurs programmes. Ils ont soulevé la nécessité d'investir dans des articles réutilisables et le lavage de la vaisselle pour offrir des programmes de façon durable et réduire les coûts.

Certains organismes de prestation de services ont également signalé des défis liés au gaspillage alimentaire. Ils ont indiqué que les programmes doivent investir dans l'infrastructure pour gérer le gaspillage alimentaire.

*« Des infrastructures inadéquates limitent les programmes dans de nombreuses écoles. Les projets de financement d'immobilisations offrent l'occasion d'aménager une cuisine et un espace d'entreposage adéquats... une aire de restauration lumineuse et non stigmatisante et des caractéristiques externes comme l'accès au transport pour les livraisons de nourriture et l'éclairage extérieur pour faciliter la préparation des aliments après les heures normales pour [les programmes de nutrition scolaire]. » – Observation écrite d'un organisme*

## Besoin de personnel rémunéré

Les participants ont indiqué que les programmes d'alimentation dans les écoles comptent sur des bénévoles. Ils ont également souligné des difficultés à recruter des bénévoles. Cela accroît la pression sur les enseignants et les administrateurs pour qu'ils offrent des programmes.

Les organismes ont convenu que le recours à un plus grand nombre d'employés rémunérés permettrait aux programmes d'être plus durables.

Les organismes ont souligné les avantages potentiels d'une augmentation du personnel rémunéré, notamment :

- davantage de possibilités d'emploi à l'échelle locale;
- une augmentation du rendement dans la préparation des aliments et une réduction du gaspillage alimentaire;
- davantage de responsabilisation à l'égard du programme;
- davantage d'efficacité dans les opérations et la gestion des programmes.

Les organismes reçoivent un financement qui peut comporter des limites à l'égard des dépenses non alimentaires. Ils misent aussi sur des contributions volontaires qui peuvent être imprévisibles. Les organismes ont souligné que ces deux facteurs compliquent l'embauche de personnel rémunéré.

*« Nous reconnaissons que les programmes d'alimentation dans les écoles dépendent fortement des bénévoles et du personnel scolaire qui donnent de leur temps [...] le financement devrait être souple afin que les écoles puissent décider d'embaucher un membre de la communauté ou de payer un membre du personnel scolaire pour accomplir cet important travail. »* – **Observation écrite d'un organisme**

## Structure de données et de gouvernance

De nombreux participants ont soulevé le manque de données à l'échelle du programme et à l'échelle nationale.

Bon nombre d'organismes ont indiqué que le manque de données et d'outils Web constituait une lacune dans leurs activités. Ils ont dit souhaiter adopter davantage ces outils dans leur travail.

À l'échelle nationale, de nombreux universitaires et organismes de prestation de services ont constaté un manque de données sur les programmes. Ils ont indiqué que cette lacune dans les données fait qu'il est difficile de :

- comprendre où se retrouvent les élèves qui ont accès à des programmes et combien ils sont;
- mesurer les avantages et les répercussions des programmes;
- comparer et de différencier différents modèles de programme.

Ils ont souligné la nécessité d'établir des paramètres et une structure de production de rapports communs. Ils estiment que les programmes doivent investir dans l'infrastructure et la capacité de produire ces rapports.

À l'échelle des programmes, certains organismes de prestation de services ont souligné les avantages tirés de l'utilisation de données et d'outils Web pour :

- prendre des décisions éclairées en matière de programme fondées sur l'analyse des données;

- organiser et gérer efficacement leurs opérations internes;
- héberger des portails Web permettant aux familles de payer facilement les repas et de fournir des commentaires.

Les universitaires et les organismes ont souligné la nécessité d'accroître l'échange de l'information et la gouvernance. Les participants disent qu'ils ont pu apprendre les uns des autres grâce aux engagements du gouvernement en matière d'alimentation dans les écoles. Ils sont nombreux à déplorer l'absence de mécanisme permanent pour discuter à l'échelle du pays.

Bon nombre de participants recommandent de créer une communauté de pratique.

Cette communauté de pratique pourrait servir de tribune pour l'alimentation dans les écoles partout au Canada. On pourrait ainsi poursuivre l'échange d'information, des leçons apprises et des pratiques exemplaires. De plus, la communauté de pratique pourrait examiner les principaux enjeux auxquels les programmes font généralement face. Les participants ont indiqué qu'il s'agissait également d'une occasion de recueillir, d'analyser et d'examiner les données ensemble.

*« Nous croyons que le programme de la Politique sera fructueux s'il aide les communautés de pratique à améliorer la coordination, à partager les pratiques exemplaires et à élaborer des programmes fondés sur des données probantes. » – **Observation écrite d'un organisme***

### Collectivités rurales, éloignées et nordiques

La prestation de programmes dans les collectivités rurales, éloignées et nordiques présente des défis. Les participants ont notamment mentionné les défis suivants :

- des coûts plus élevés pour la nourriture, la main-d'œuvre et le transport;
- la présence de différents niveaux d'infrastructure. Certaines collectivités font face à des coûts de programme plus élevés;
- les problèmes d'approvisionnement en d'eau et de traitement des eaux usées dans le Nord peuvent affecter la préparation des aliments et susciter des préoccupations à propos de la salubrité des aliments;
- la gravité des impacts saisonniers et climatiques. Cela complique la culture et le transport de nourriture pendant les mois d'hiver;
- les longs trajets. Les élèves peuvent arriver à l'école après la fin du service des déjeuners;
- les ressources humaines sont plus limitées dans les régions rurales et éloignées. Il est essentiel d'y attirer et d'y maintenir en poste du personnel rémunéré.

*« Dans les collectivités rurales du Nord, les écoles sont souvent isolées et se trouvent à une grande distance des épiceries. Il faut alors consacrer une partie du financement au coût de l'essence. Dans d'autres collectivités, les aliments doivent être expédiés congelés, et il est essentiel de disposer de plusieurs congélateurs. En milieu urbain, les écoles ont de grandes*

*populations; de l'équipement commercial de préparation des aliments et une main-d'œuvre supplémentaire sont nécessaires. » – Observation écrite d'un organisme*

## **Programmes d'alimentation dans les écoles à l'intention des Autochtones**

Les participants ont échangé leurs points de vue sur une politique d'un point de vue autochtone dans le cadre des engagements. Selon eux, il faudrait :

- respecter et valoriser les pratiques et les cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis en offrant des aliments traditionnels;
- faire participer les communautés à toutes les étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme;
- tenir compte de l'insécurité alimentaire vécue par les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Cela comprend la prise en compte de l'accès limité à des produits frais et sains en raison du manque de disponibilité et du coût élevé;
- s'assurer que le financement :
  - tient compte des besoins particuliers de chaque communauté;
  - est suffisant pour venir en aide à tous les enfants;
  - représente plus que le coût des aliments, comme les coûts du personnel et des infrastructures.

Les participants ont recommandé que les partenaires autochtones aient le plein contrôle des programmes. Ils ont également recommandé que les initiatives garantissent l'accès à la nourriture et au savoir traditionnels.

*« Collaborer avec les communautés pour déterminer comment le programme fonctionnerait le mieux pour elles. Ne pas imposer ou mettre en œuvre le programme sans faire participer les communautés à la planification dès le début. » – Réponse d'un particulier au questionnaire*

## **Prochaines étapes**

Les consultations ont montré un soutien massif en faveur d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles. Grâce à ces activités de consultation, nous avons acquis une meilleure compréhension du contexte actuel de l'alimentation dans les écoles, ainsi que des points de vue sur les principes et les objectifs qui pourraient façonner une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles.

Les propos et témoignages que nous avons entendus contribueront à l'élaboration d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles, qui demeure un engagement important pour le gouvernement du Canada. Nous nous réjouissons de continuer à travailler avec les partenaires autochtones, les provinces, les territoires et les intervenants afin de répondre à cet engagement important.

# Remerciements

Nous remercions tous ceux et celles qui ont participé aux consultations. La rétroaction des participants était vaste, variée et, dans certains cas, opposée. Nous sommes reconnaissants à tous les participants d'avoir apporté leur contribution.

Nous remercions le Club des petits déjeuners du Canada et la Coalition pour une saine alimentation scolaire d'avoir apporté un soutien inestimable tout au long du processus. Nous remercions également Children First Canada d'avoir animé les consultations auprès des enfants et des jeunes.

# Annexe A – Participants à la table ronde virtuelle

- ACEP
- Afri-Can FoodBasket
- Agriculture en classe Canada
- Agropur
- Alberta Food Matters
- Allergies Alimentaires Canada
- Association canadienne des bovins
- Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
- Aliments d'ici et saveurs d'ailleurs
- APPLE Schools
- L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires
- Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires
- Backpack Buddies
- Ballenas Secondary School, School District 69 (Qualicum)
- BGC Canada
- British Columbia Centre for Disease Control
- British Columbia Ministry of Agriculture
- British Columbia Public Health Agency
- British Columbia Teachers' Federation
- Brown Bagging for Calgary's Kids
- Calgary Food Bank
- Canadian Cattle Youth Council
- Canadian Feed the Children
- Centre de services scolaire de Montréal
- Chantier Program
- CHEP Good Food Inc.
- Child Nutrition Council of Manitoba
- Children First Canada
- Children Nutrition Council of Manitoba
- Chilliwack Bowls of Hope Society
- Club des petits déjeuners
- Coalition pour une saine alimentation scolaire
- Coalition for Healthy School Food- BC Chapter Lead
- Collectif QC Alimentation scolaire
- Conseil Canadien des Pêches
- Conseil du système alimentaire montréalais
- De la ferme à la Cafeteria Canada
- Les diététistes du Canada E4C
- École Salisbury Morse Place School, River East Transcona School Division
- Edmonton School Board
- Equiterre
- Fare Farms Initiative



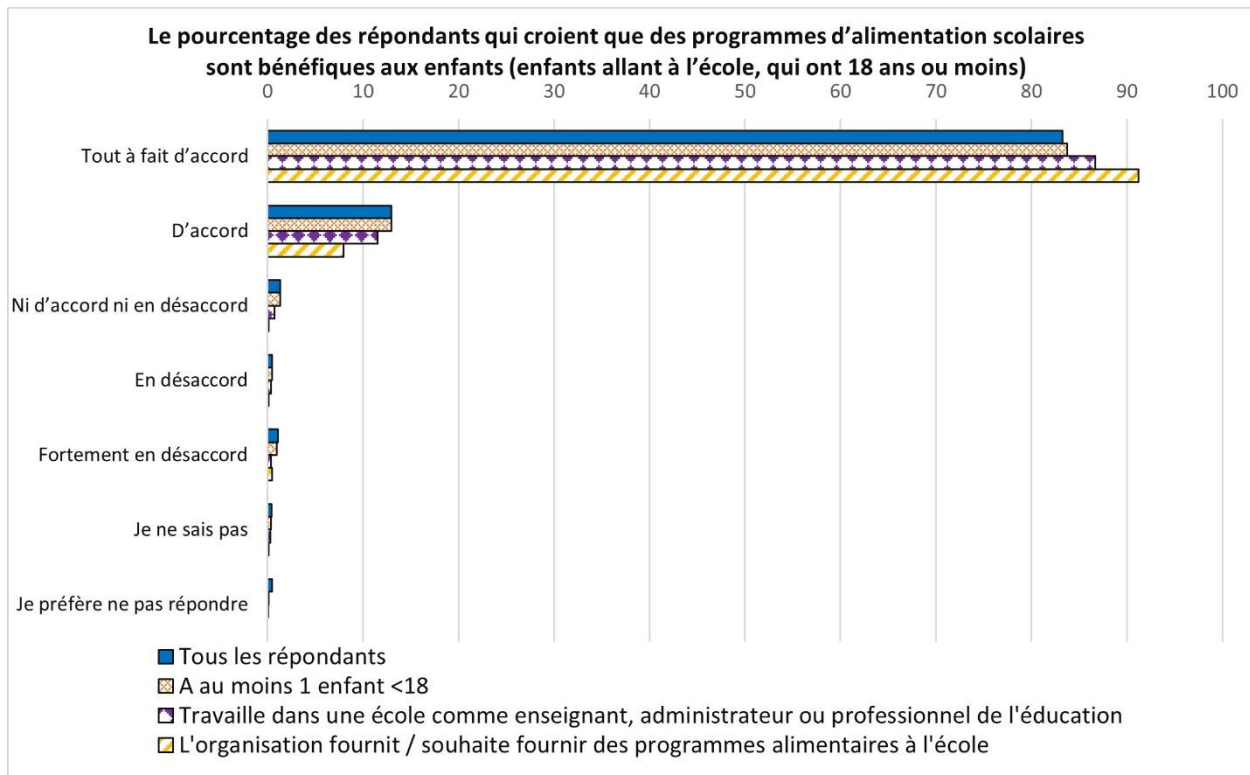
- Farm to School BC
- Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
- Fédération des comités de parents du Québec
- Fédération nationale des conseils scolaires francophones
- Fédération canadienne des municipalités Ferron Family Farms
- First Nations Education Council
- Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
- La Fondation pour les enfants le Choix du Président
- Food Depot Alimentaire
- Food First Foundation
- Food First NL
- Food For Kids / Peterborough Public Health
- Food Producers of Canada
- Fredericton Anglophone School District West
- Fresh Roots (LunchLAB)
- Halifax Food Policy Alliance
- Indigenous & Black Peoples Food Sovereignty
- Jambican Studio Gardens
- Kativik Ilisarniliriniq
- Kids Eat Smart Foundation
- KTC Education Authority
- La cantine pour tous
- La Grande Table
- La table des Chefs
- Le Conseil de la transformation alimentaire du Québec
- Lord Roberts Elementary School, Vancouver School Board
- Manitoba Education and Early Childhood Learning
- Maskwacis Education Schools Commission
- MAURO
- Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales de l'Ontario
- Mohawk Medbuy Corporation
- Natoaganeg Mi'kmaq School, Eel Ground NB, Principal
- Newfoundland and Labrador Ministry of Fisheries, Forestry, and Agriculture
- Northern Manitoba Food, Culture and Community
- Northwest Territories Ministry of Industry, Tourism, and Investment
- Nourish Cowichan Society
- Nourish Leadership
- Nourish Nova Scotia
- Nourish NS
- Nova Scotia Ministry of Agriculture
- Nunavik Regional Board of Health and Social Services
- Nunavut Tunngavik Incorporated
- Nutrition des élèves de l'Ontario
- Oakwood Public School, Halton District School Board / Farm to Cafeteria
- Ontario Fruit and Vegetable Growers Association

- Ontario Public School Boards' Association
- PEI School Food Program
- Peterborough Child & Family Centres
- Physical and Health Education Canada
- Prairie Oat Growers Association
- Prince Edward Island Teachers' Federation
- Producteurs de fruits et légumes du Canada
- Producteurs Laitiers du Canada
- Les Producteurs d'œufs du Canada
- Programme d'alimentation saine pour les élèves de l'Ontario
- PROOF
- Pulse Canada
- Qajuqturvik Food Centre
- Réseau d'Ottawa pour l'éducation
- Réseau pour une alimentation durable
- Regina Food for Learning
- School Lunch Association
- Shuswap Food Action
- Sirivik
- Société canadienne du cancer
- Société canadienne de nutrition
- Société canadienne de pédiatrie
- Tastebuds Hamilton
- The UpLift Partnership
- Toronto Black Farmers
- Toronto District School Board
- Toronto Foundation for Student Success
- Toronto Public Health
- Tr'ondek Hwech'in Teaching and Working Farm
- L'Union Nationale des Fermiers
- Winnipeg Food Council
- Yukon First Nation Education Directorate
- Yukon First Nations Education Directorate
- Yukon Food for Learning
- Yukon Ministry of Energy, Mines, and Resources

# Annexe B – Sommaire des résultats du questionnaire en ligne

## Questions aux tous répondants

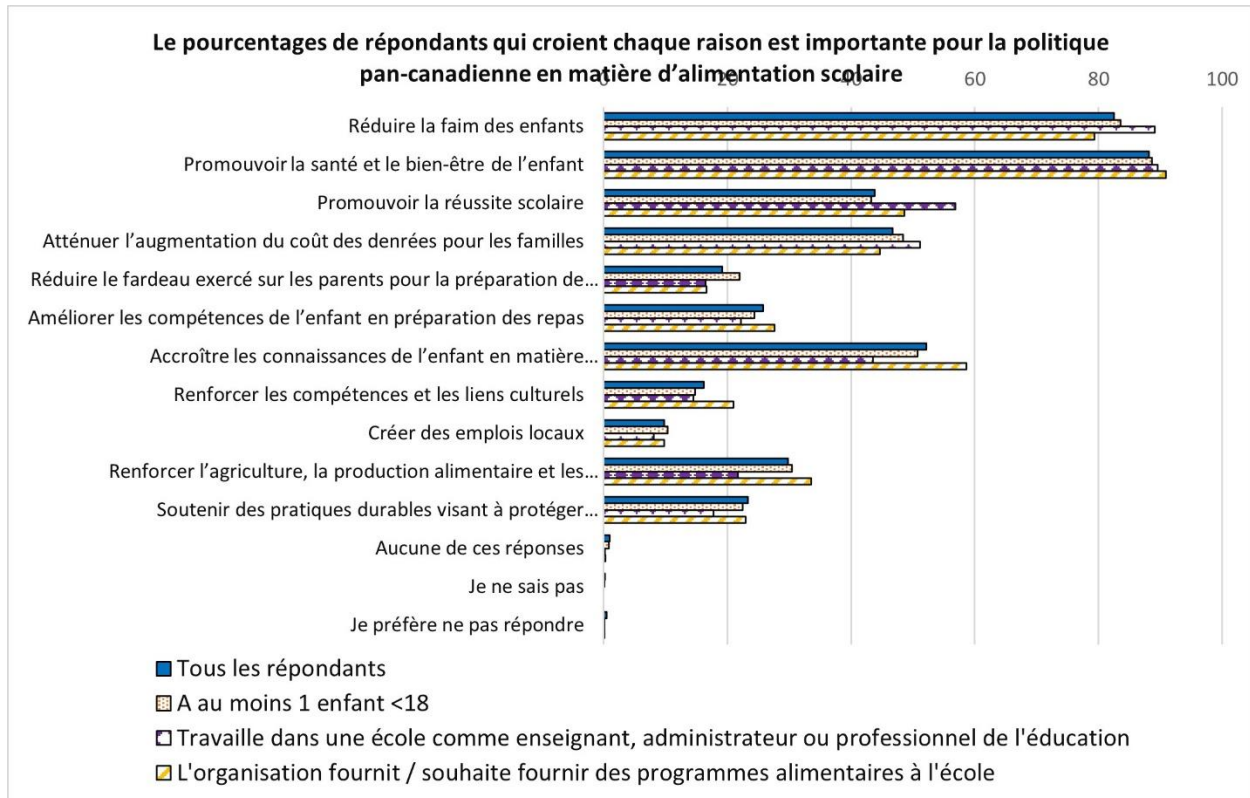
Graphique 1 : Le pourcentage des répondants qui croient que des programmes d'alimentation scolaires sont bénéfiques aux enfants (enfants allant à l'école, qui ont 18 ans ou moins)



Description textuelle - Graphique 1

La réponse	Tous les répondants	A au moins 1 enfant <18	Travaille dans une école comme enseignant, administrateur ou professionnel de l'éducation	L'organisation fournit / souhaite fournir des programmes alimentaires à l'école
Tout à fait d'accord	83.23 %	83.77 %	86.71 %	91.23 %
D'accord	12.97 %	12.98 %	11.54 %	7.93 %
Ni d'accord ni en désaccord	1.34 %	1.33 %	0.74 %	0.12 %
En désaccord	0.49 %	0.49 %	0.34 %	0.12 %
Fortement en désaccord	1.10 %	0.98 %	0.34 %	0.48 %

**Graphique 2 : Le pourcentages de répondants qui croient chaque raison est importante pour la politique pan-canadienne en matière d'alimentation scolaire**

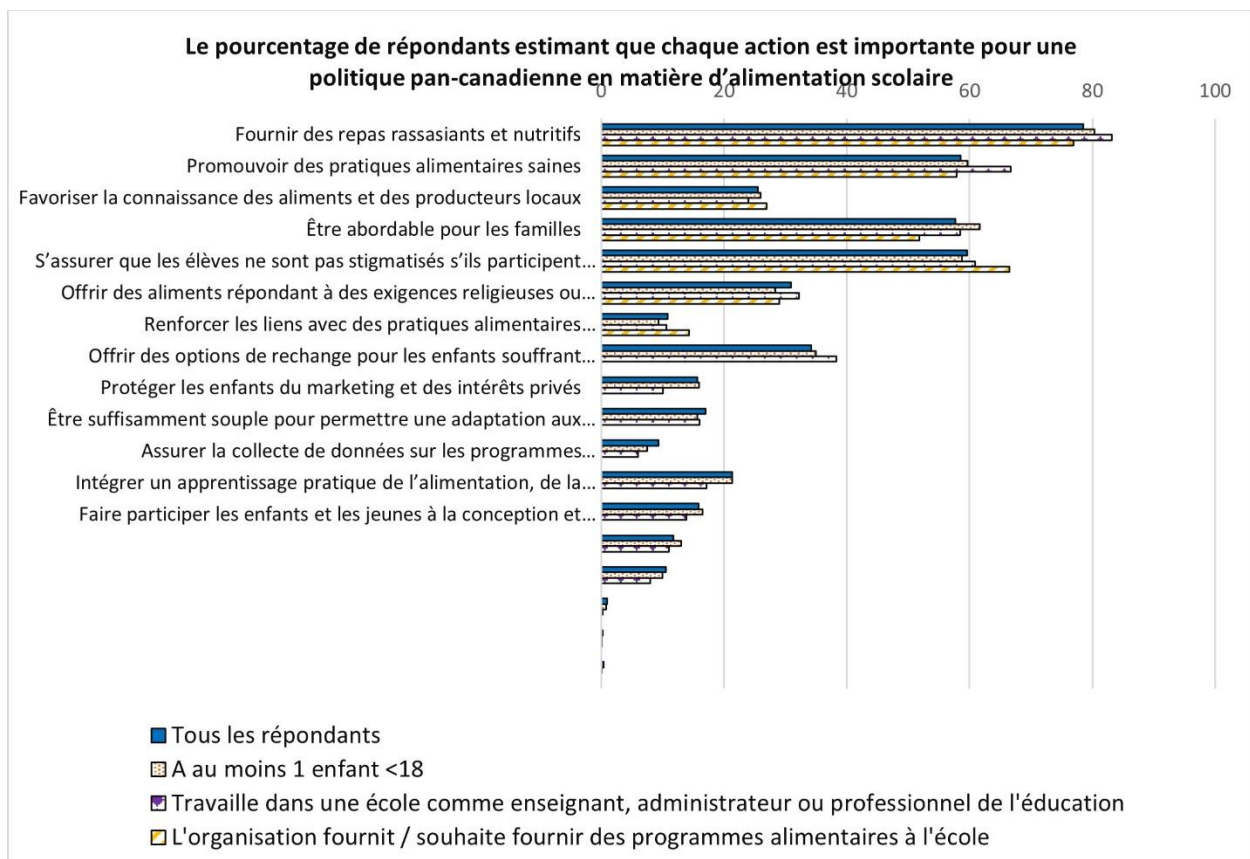


Description textuelle - Graphique 2

La raison	Tous les répondants	A au moins 1 enfant <18	Travaille dans une école comme enseignant, administrateur ou professionnel de l'éducation	L'organisation fournit / souhaite fournir des programmes alimentaires à l'école
Réduire la faim des enfants	82.55 %	83.56 %	89.07 %	79.33 %
Promouvoir la santé et le bien-être de l'enfant	88.13 %	88.59 %	89.54 %	90.87 %
Promouvoir la réussite scolaire	43.82 %	43.21 %	56.88 %	48.56 %
Atténuer l'augmentation du coût des denrées pour les familles	46.66 %	48.41 %	51.15 %	44.59 %
Réduire le fardeau exercé sur les parents pour la préparation de repas	19.19 %	22.02 %	16.4 %	16.59 %

Améliorer les compétences de l'enfant en préparation des repas	25.71 %	24.36 %	22.13 %	27.64 %
Accroître les connaissances de l'enfant en matière d'alimentation (par exemple la provenance des aliments, les principes nutritionnels, les aliments et pratiques traditionnels)	52.13 %	50.79 %	43.52 %	58.65 %
Renforcer les compétences et les liens culturels	16.18 %	14.73 %	14.44 %	20.91 %
Créer des emplois locaux	9.73 %	10.37 %	8.03 %	9.74 %
Renforcer l'agriculture, la production alimentaire et les entreprises locales	29.79 %	30.4 %	21.73 %	33.53 %
Soutenir des pratiques durables visant à protéger l'environnement	23.28 %	22.41 %	17.75 %	22.96 %

**Graphique 3 : Le pourcentage de répondants estimant que chaque action est importante pour une politique pan-canadienne en matière d'alimentation scolaire**

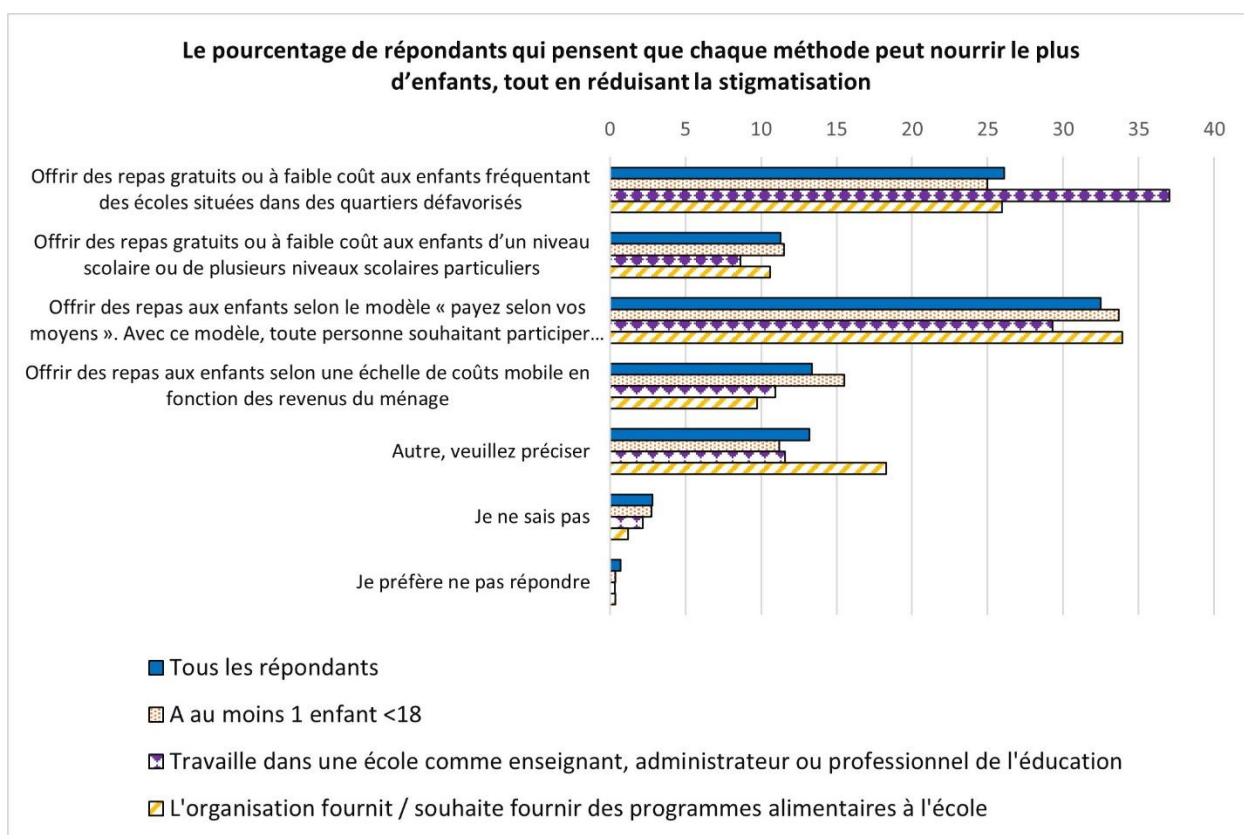


Description textuelle - Graphique 3

<b>L'action</b>	<b>Tous les répondants</b>	<b>A au moins 1 enfant &lt;18</b>	<b>Travaille dans une école comme enseignant, administrateur ou professionnel de l'éducation</b>	<b>L'organisation fournit / souhaite fournir des programmes alimentaires à l'école</b>
Fournir des repas rassasiants et nutritifs	78.5 %	80.35 %	83.13 %	76.92 %
Promouvoir des pratiques alimentaires saines	58.57 %	59.65 %	66.67 %	57.93 %
Favoriser la connaissance des aliments et des producteurs locaux	25.52 %	25.97 %	24.02 %	26.92 %
Être abordable pour les familles	57.68 %	61.71 %	58.5 %	51.8 %
S'assurer que les élèves ne sont pas stigmatisés s'ils participent au programme	59.59 %	58.78 %	60.93 %	66.47 %
Offrir des aliments répondant à des exigences religieuses ou culturelles (par exemple kasher, halal, végétarien)	30.93 %	28.34 %	32.25 %	28.97 %
Offrir des options de rechange pour les enfants souffrant d'allergies courantes (par exemple aux noix, au lait, au blé)	10.88 %	9.32 %	10.66 %	14.3 %
Renforcer les liens avec des pratiques alimentaires culturellement pertinentes (par exemple aliments traditionnels, aliments prélevés dans la nature)	34.2 %	34.97 %	38.33 %	25.84 %
Protéger les enfants du marketing et des intérêts privés	15.65 %	15.95 %	10.12 %	12.38 %
Être suffisamment souple pour permettre une adaptation aux réalités régionales et locales	17.02 %	15.64 %	16.06 %	25.72 %
Assurer la collecte de données sur les programmes d'alimentation scolaires afin de mesurer les progrès réalisés	9.28 %	7.57 %	6.01 %	13.82 %
Intégrer un apprentissage pratique de l'alimentation, de	21.37 %	21.36 %	17.21 %	26.56 %

la santé et de l'environnement				
Faire participer les enfants et les jeunes à la conception et l'exécution (par exemple la planification et la préparation des menus)	15.88 %	16.54 %	13.83 %	19.23 %
Soutenir les économies locales	11.81 %	12.98 %	11.07 %	12.62 %
Servir des aliments cultivés de manière durable	10.54 %	9.95 %	7.96 %	11.06 %

**Graphique 4 : Le pourcentage de répondants qui pensent que chaque méthode peut nourrir le plus d'enfants, tout en réduisant la stigmatisation**



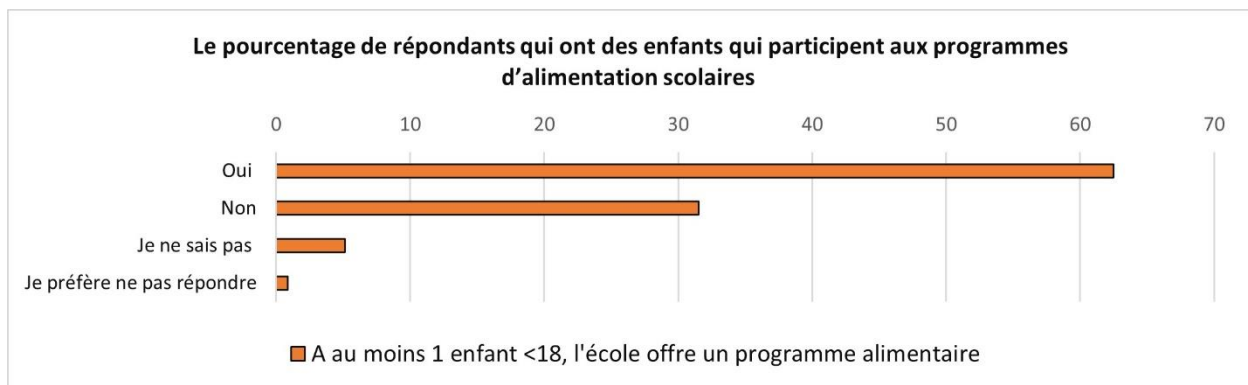
Description textuelle – Graphique 4

La méthode	Tous les répondants	A au moins 1 enfant <18	Travaille dans une école comme enseignant, administrateur ou professionnel de l'éducation	L'organisation fournit / souhaite fournir des programmes alimentaires à l'école

Offrir des repas gratuits ou à faible coût aux enfants fréquentant des écoles situées dans des quartiers défavorisés	26.08 %	24.99 %	37.04 %	25.96 %
Offrir des repas gratuits ou à faible coût aux enfants d'un niveau scolaire ou de plusieurs niveaux scolaires particuliers	11.3 %	11.52 %	8.64 %	10.58 %
Offrir des repas aux enfants selon le modèle « payez selon vos moyens ». Avec ce modèle, toute personne souhaitant participer peut le faire et la possibilité lui est offerte de payer ce qu'elle est en mesure de payer	32.48 %	33.68 %	29.28 %	33.89 %
Offrir des repas aux enfants selon une échelle de coûts mobile en fonction des revenus du ménage	13.36 %	15.5 %	10.93 %	9.74 %
Autre, veuillez préciser	13.21 %	11.2 %	11.61 %	18.27 %
Je ne sais pas	2.84 %	2.76 %	2.16 %	1.2 %
Je préfère ne pas répondre	0.72 %	0.35 %	0.34 %	0.36 %

## Questions aux parents

Graphique 5 : Le pourcentage de répondants qui ont des enfants qui participent aux programmes d'alimentation scolaires



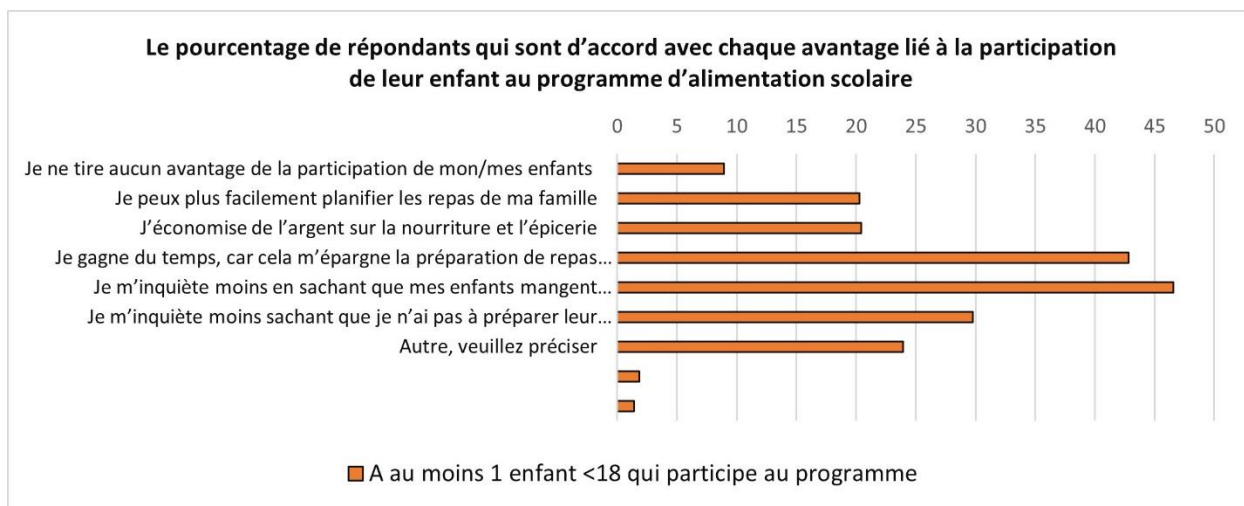
Description textuelle – Graphique 5

Participation	A au moins 1 enfant <18, l'école offre un programme alimentaire
Oui	62.49 %
Non	31.51 %
Je ne sais pas	5.12 %



Je préfère ne pas répondre	0.88 %
----------------------------	--------

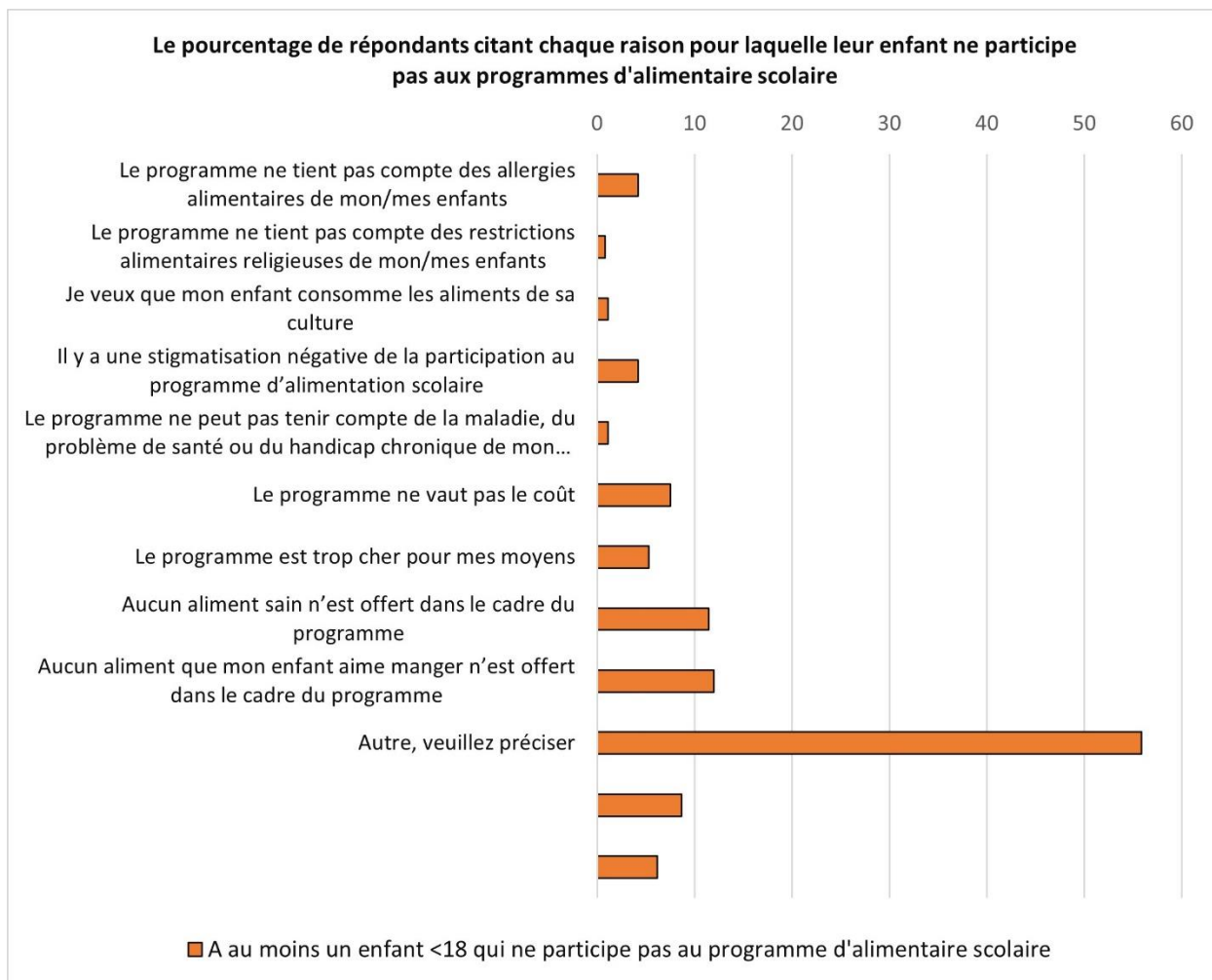
**Graphique 6 : Le pourcentage de répondants qui sont d'accord avec chaque avantage lié à la participation de leur enfant au programme d'alimentation scolaire**



Description textuelle – Graphique 6

L'avantage	A au moins 1 enfant <18 qui participe au programme
Je ne tire aucun avantage de la participation de mon/mes enfants	8.95 %
Je peux plus facilement planifier les repas de ma famille	20.28 %
J'économise de l'argent sur la nourriture et l'épicerie	20.42 %
Je gagne du temps, car cela m'épargne la préparation de repas pour l'école	42.8 %
Je m'inquiète moins en sachant que mes enfants mangent sainement	46.57 %
Je m'inquiète moins sachant que je n'ai pas à préparer leur nourriture pour l'école	29.79 %
Autre, veuillez préciser	23.92 %
Je ne sais pas	1.82 %
Je préfère ne pas répondre	1.4 %

**Graphique 7 : Le pourcentage de répondants citant chaque raison pour laquelle leur enfant ne participe pas aux programmes d'alimentaire scolaire**

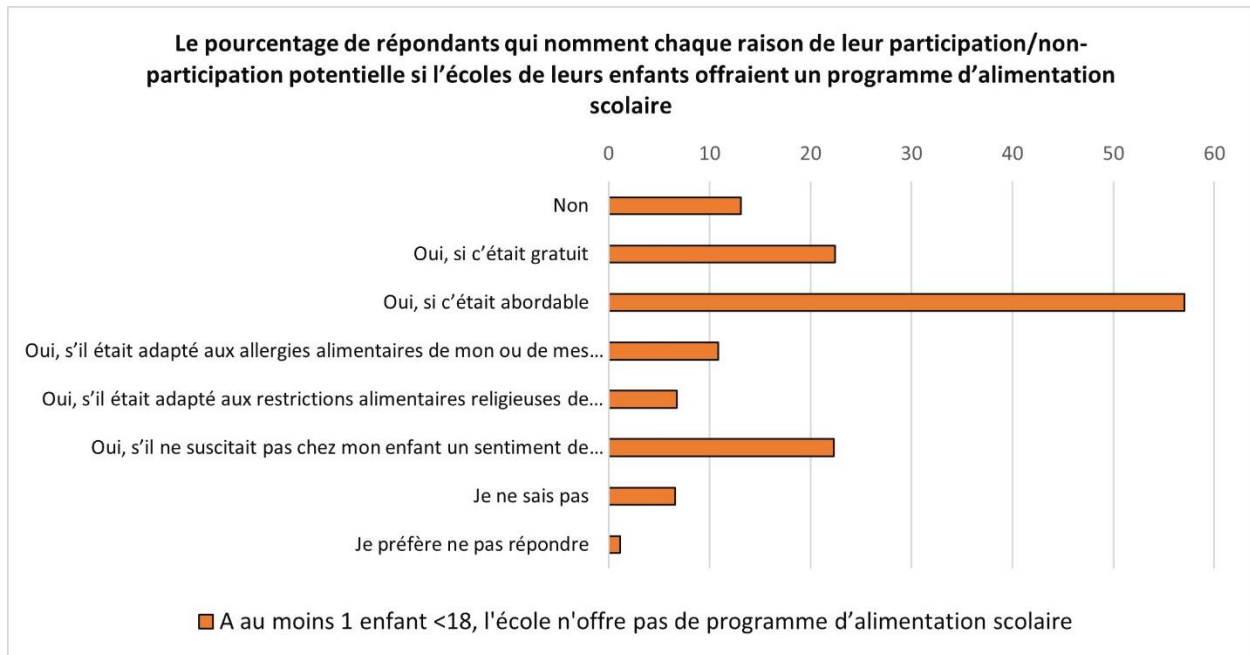


Description textuelle – Graphique 7

<b>La raison</b>	<b>A au moins un enfant &lt;18 qui ne participe pas au programme d'alimentaire scolaire</b>
Le programme ne tient pas compte des allergies alimentaires de mon/mes enfants	4.19 %
Le programme ne tient pas compte des restrictions alimentaires religieuses de mon/mes enfants	0.84 %
Je veux que mon enfant consomme les aliments de sa culture	1.12 %
Il y a une stigmatisation négative de la participation au programme d'alimentation scolaire	4.19 %
Le programme ne peut pas tenir compte de la maladie, du problème de santé ou du handicap chronique de mon enfant	1.12 %
Le programme ne vaut pas le coût	7.54 %
Le programme est trop cher pour mes moyens	5.31 %
Aucun aliment sain n'est offert dans le cadre du programme	11.45 %

Aucun aliment que mon enfant aime manger n'est offert dans le cadre du programme	12.01 %
Autre, veuillez préciser	55.87 %
Je ne sais pas	8.66 %
Je préfère ne pas répondre	6.15 %

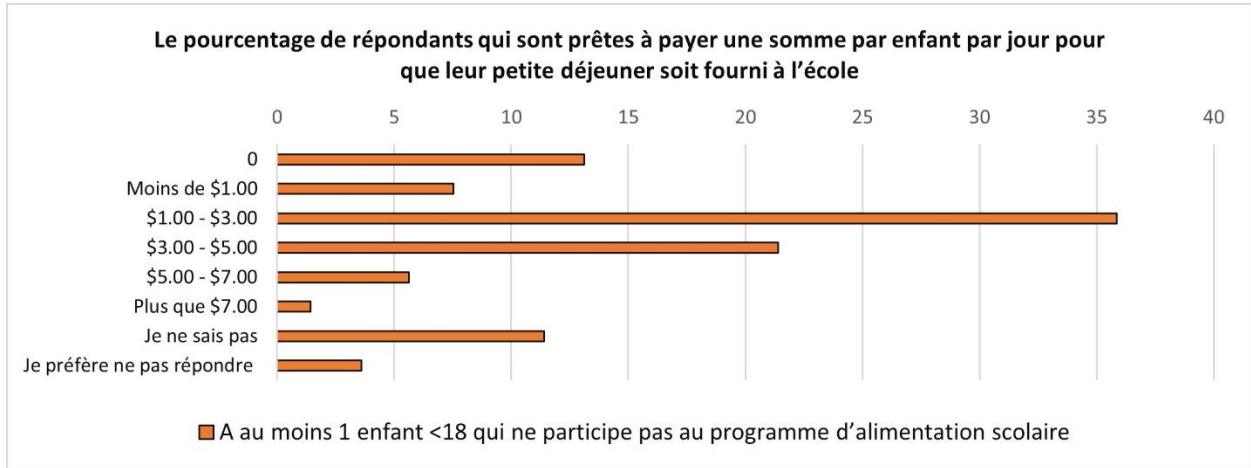
**Graphique 8 : Le pourcentage de répondants qui nomment chaque raison de leur participation/non-participation potentielle si l'écoles de leurs enfants offraient un programme d'alimentation scolaire**



Description textuelle – Graphique 8

<b>La raison</b>	<b>A au moins 1 enfant &lt;18, l'école n'offre pas de programme d'alimentation scolaire</b>
Non	13.08 %
Oui, si c'était gratuit	22.41 %
Oui, si c'était abordable	57.03 %
Oui, s'il était adapté aux allergies alimentaires de mon ou de mes enfants	10.83 %
Oui, s'il était adapté aux restrictions alimentaires religieuses de mon ou de mes enfants	6.74 %
Oui, s'il ne suscitait pas chez mon enfant un sentiment de stigmatisation parce qu'il reçoit de la nourriture à l'école	22.29 %
Je ne sais pas	6.62 %
Je préfère ne pas répondre	1.15 %

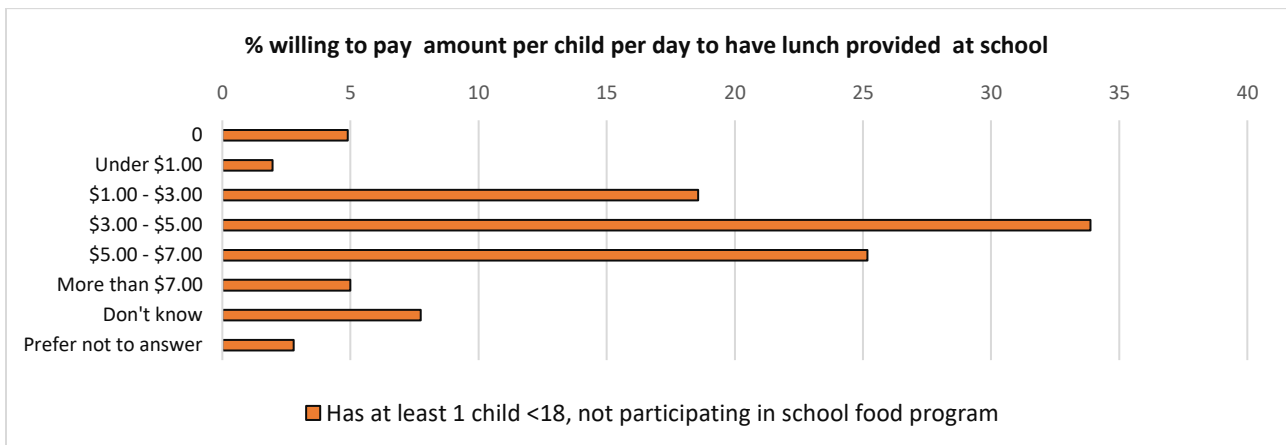
**Graphique 9 : Le pourcentage de répondants qui sont prêtes à payer une somme par enfant par jour pour que leur petite déjeuner soit fourni à l'école**



Description textuelle – Graphique 9

La somme	Au moins 1 enfant <18 qui ne participe pas au programme d'alimentation scolaire
0	13.11 %
Moins de \$1.00	7.53 %
\$1.00 - \$3.00	35.86 %
\$3.00 - \$5.00	21.41 %
\$5.00 - \$7.00	5.62 %
Plus que \$7.00	1.44 %
Je ne sais pas	11.4 %
Je préfère ne pas répondre	3.61 %

**Graphique 10 : Le pourcentage de répondants qui sont prêtes à payer une somme par enfant par jour pour que leur déjeuner soit fourni à l'école**

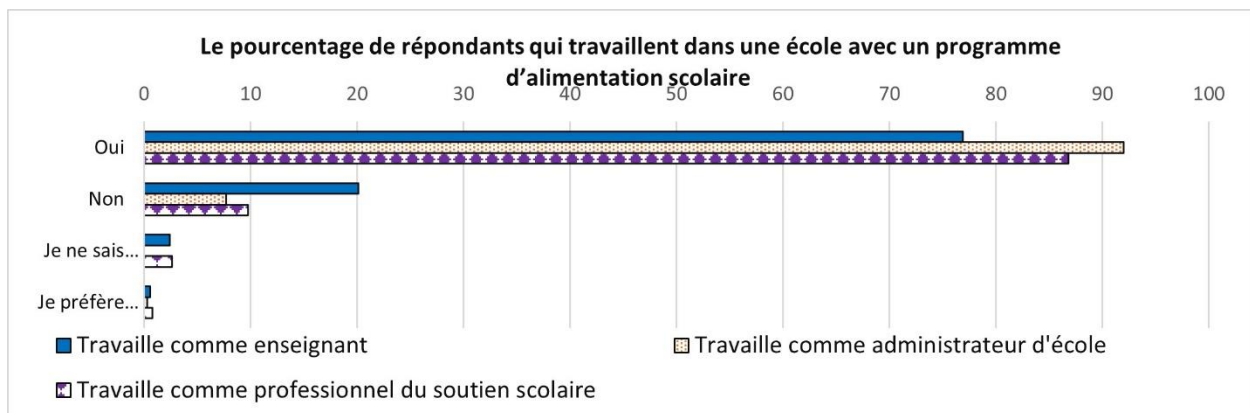


Description textuelle – Graphique 10

La somme	A au moins 1 enfants <18 qui ne participe pas au programme d'alimentation scolaire
0	4.9 %
Moins de \$1.00	1.96 %
\$1.00 - \$3.00	18.57 %
\$3.00 - \$5.00	33.88 %
\$5.00 - \$7.00	25.17 %
Plus que \$7.00	5 %
Je ne sais pas	7.74 %
Je préfère ne pas répondre	2.78 %

### Questions aux personnes travaillent dans les écoles

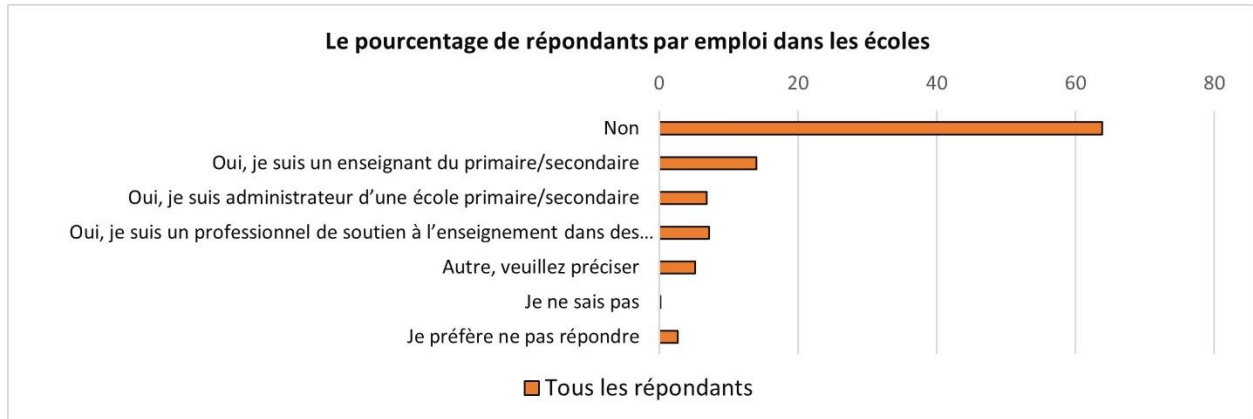
Graphique 11 : Le pourcentage de répondants qui travaillent dans une école avec un programme d'alimentation scolaire



Description textuelle – Graphique 11

La réponse	Travaille comme enseignant	Travaille comme administrateur d'école	Travaille comme professionnel du soutien scolaire
Oui	76.89 %	92.01 %	86.81 %
Non	20.14 %	7.71 %	9.76 %
Je ne sais pas	2.43 %	0 %	2.64 %

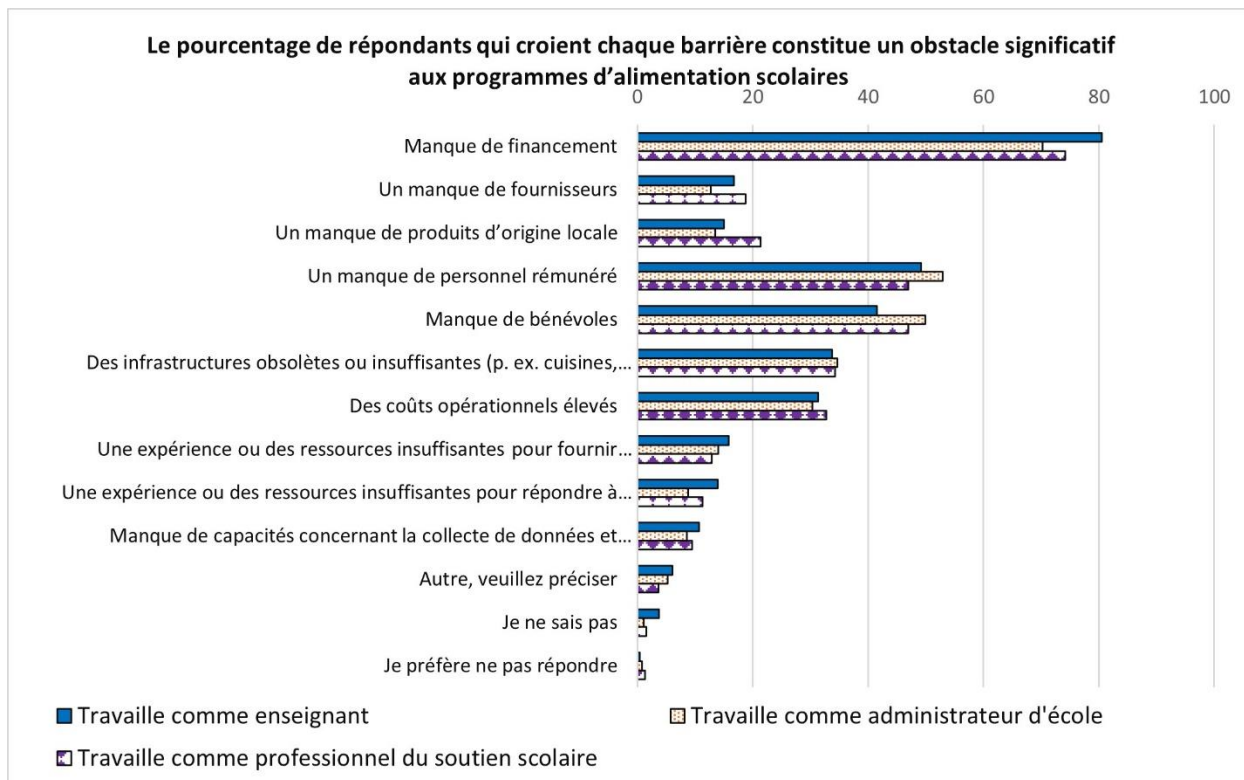
Graphique 12 : Le pourcentage de répondants par emploi dans les écoles



Description textuelle – Graphique 12

La réponse	Tous les répondants
Non	63.88 %
Oui, je suis un enseignant du primaire/secondaire	14.01 %
Oui, je suis administrateur d'une école primaire/secondaire	6.87 %
Oui, je suis un professionnel de soutien à l'enseignement dans des écoles primaires/ secondaires	7.17 %
Autre, veuillez préciser	5.17 %
Je ne sais pas	0.21 %
Je préfère ne pas répondre	2.69 %

**Graphique 13 : Le pourcentage de répondants qui croient chaque barrière constitue un obstacle significatif aux programmes d'alimentation scolaires**



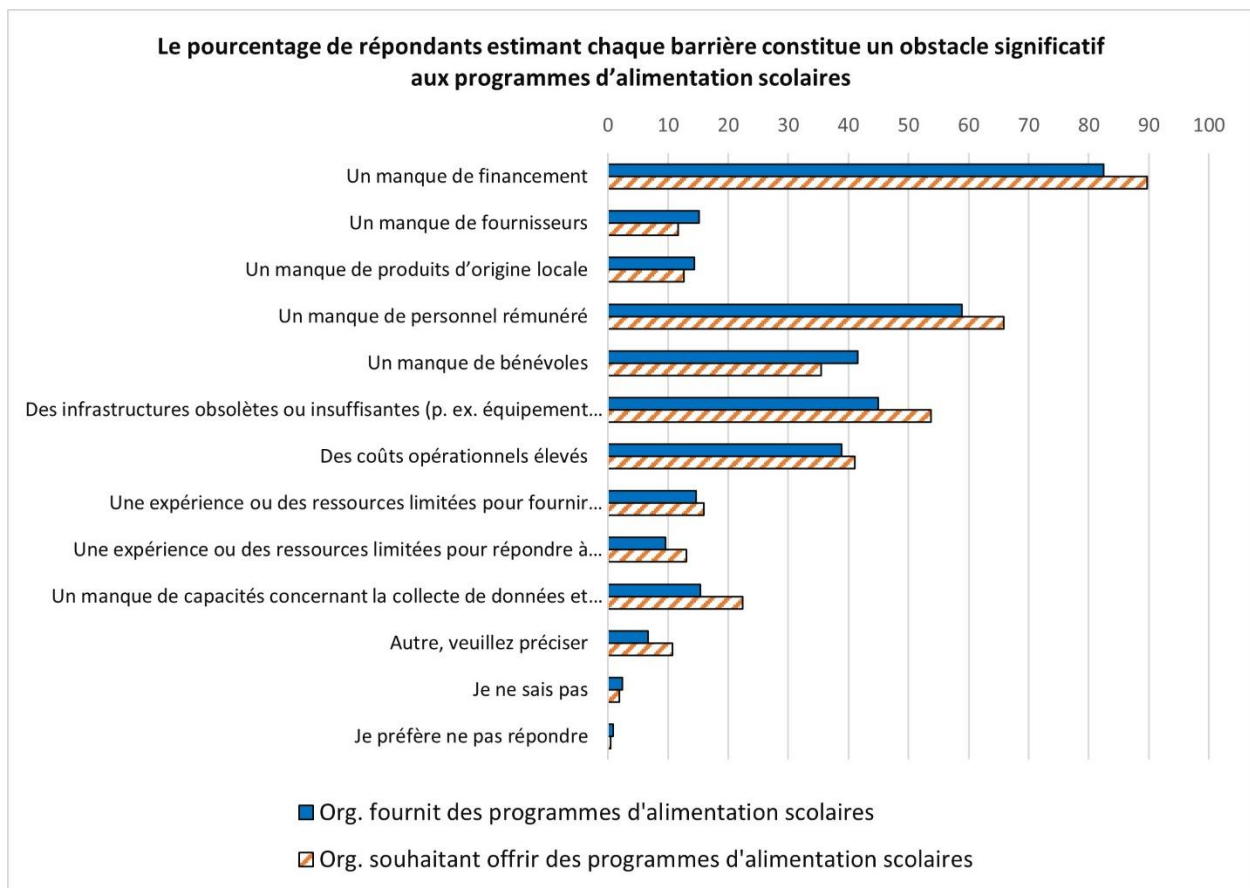
Description textuelle – Graphique 13

L'obstacle	Travaille comme enseignant	Travaille comme administrateur d'école	Travaille comme professionnel du soutien scolaire
Manque de financement	80.54 %	70.25 %	74.14 %
Un manque de fournisseurs	16.76 %	1.1 %	18.73 %
Un manque de produits d'origine locale	15 %	13.5 %	21.37 %
Un manque de personnel rémunéré	49.19 %	52.89 %	46.97 %
Manque de bénévoles	41.49 %	49.86 %	46.97 %
Des infrastructures obsolètes ou insuffisantes (par exemple cuisines, équipements)	33.78 %	34.71 %	34.3 %
Des coûts opérationnels élevés	31.35 %	30.3 %	32.72 %
Une expérience ou des ressources insuffisantes pour fournir d'aliments adaptés à la culture	15.81 %	14.05 %	12.93 %

Une expérience ou des ressources insuffisantes pour répondre à diverses exigences alimentaires	13.92 %	8.82 %	11.35 %
Manque de capacités concernant la collecte de données et l'établissement de rapports sur les programmes	10.68 %	8.54 %	9.5 %
Autre, veuillez préciser	6.08 %	5.23 %	3.69 %
Je ne sais pas	3.78 %	1.1 %	1.58 %
Je préfère ne pas répondre	0.41 %	0.83 %	1.32 %

## Questions aux organisations de prestation du service

Graphique 14 : Le pourcentage de répondants estimant chaque barrière constitue un obstacle significatif aux programmes d'alimentation scolaires



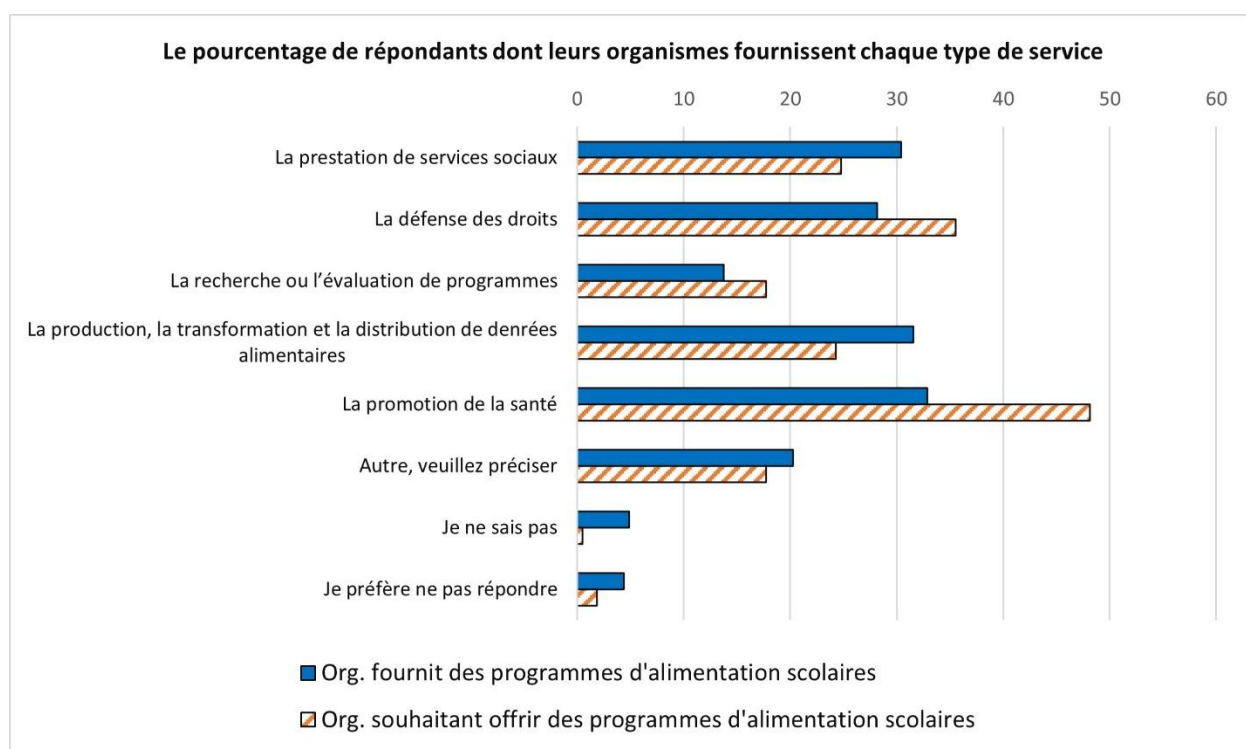
Description textuelle – Graphique 14

L'obstacle	Org. fournit des programmes d'alimentation scolaires	Org. souhaitant offrir des programmes d'alimentation scolaires
Un manque de financement	82.52 %	89.72 %



Un manque de fournisseurs	15.21 %	11.68 %
Un manque de produits d'origine locale	14.4 %	12.62 %
Un manque de personnel rémunéré	58.9 %	65.89 %
Un manque de bénévoles	41.59 %	35.51 %
Des infrastructures obsolètes ou insuffisantes (par exemple équipement de cuisine)	44.98 %	53.74 %
Des coûts opérationnels élevés	38.83 %	41.12 %
Une expérience ou des ressources limitées pour fournir d'aliments adaptés à la culture	14.72 %	15.89 %
Une expérience ou des ressources limitées pour répondre à diverses exigences alimentaires	9.55 %	13.08 %
Un manque de capacités concernant la collecte de données et l'établissement de rapports sur les programmes	15.37 %	22.43 %
Autre, veuillez préciser	6.63 %	10.75 %
Je ne sais pas	2.43 %	1.87 %
Je préfère ne pas répondre	0.81 %	0.47 %

Graphique 15 : Le pourcentage de répondants dont leurs organismes fournissent chaque type de service

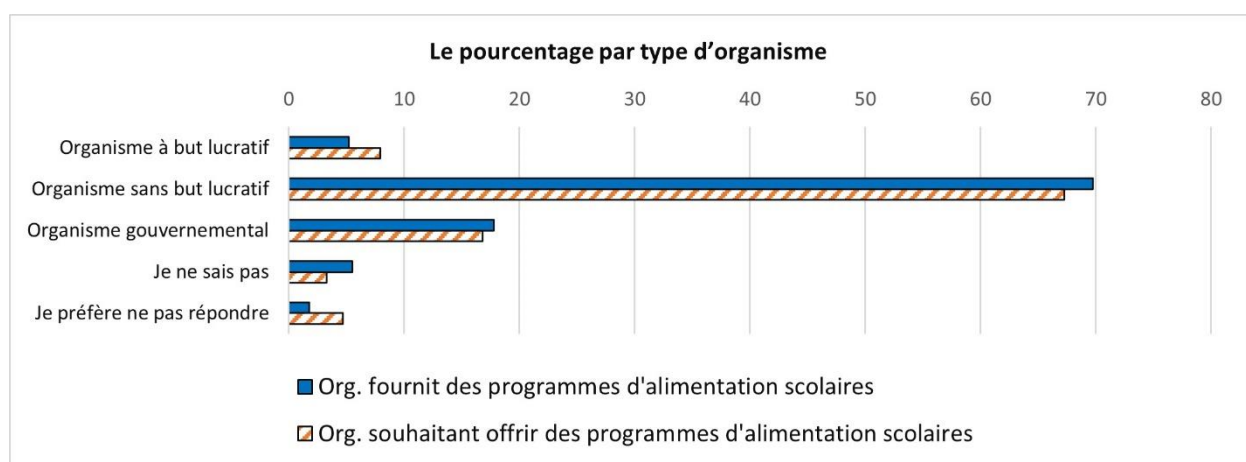


Description textuelle – Graphique 15

Le service	Org. fournit des programmes d'alimentation scolaires	Org. souhaitant offrir des programmes

		<b>d'alimentation scolaires</b>
La prestation de services sociaux	30.42 %	24.77 %
La défense des droits	28.16 %	35.51 %
La recherche ou l'évaluation de programmes	13.75 %	17.76 %
La production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires	31.55 %	24.3 %
La promotion de la santé	32.85 %	48.13 %
Autre, veuillez préciser	20.23 %	17.76 %
Je ne sais pas	4.85 %	0.47 %
Je préfère ne pas répondre	4.37 %	1.87 %

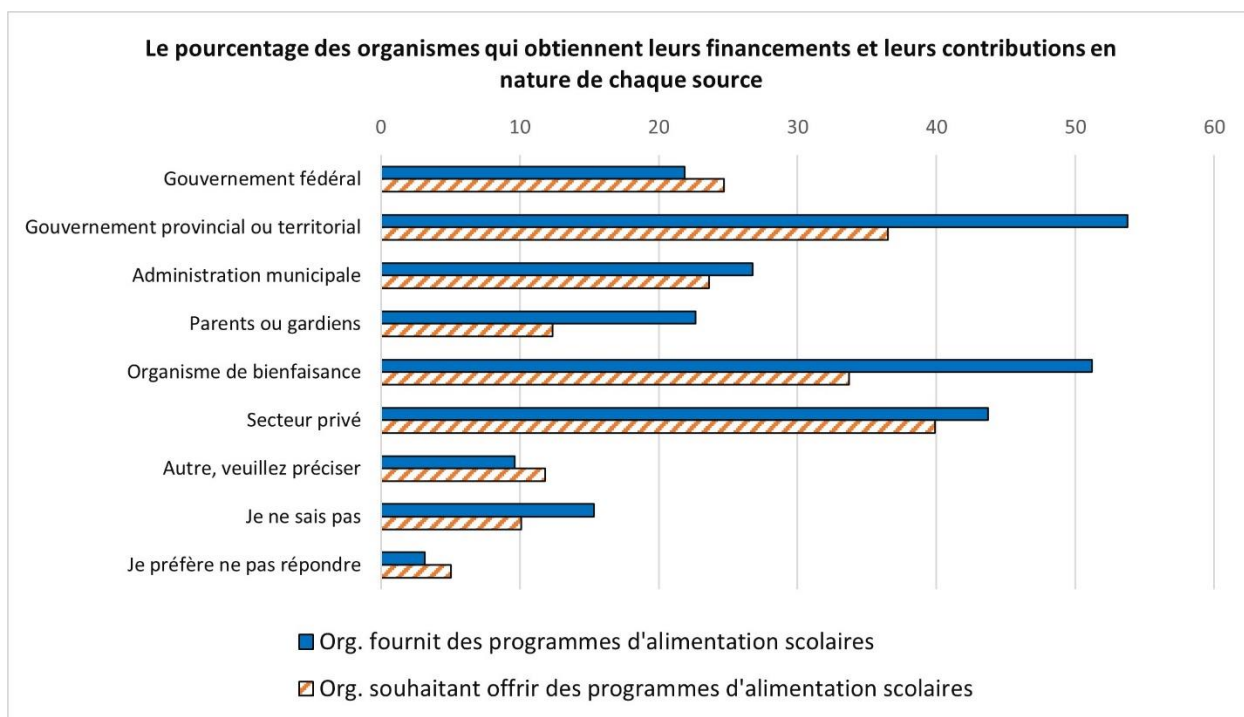
**Graphique 16 : Le pourcentage par type d'organisme**



Description textuelle - Graphique 16

<b>Le type</b>	<b>Org. fournit des programmes d'alimentation scolaires</b>	<b>Org. souhaitant offrir des programmes d'alimentation scolaires</b>
Organisme à but lucratif	5.18 %	7.94 %
Organisme sans but lucratif	69.74 %	67.29 %
Organisme gouvernemental	17.8 %	16.82 %
Je ne sais pas	5.5 %	3.27 %
Je préfère ne pas répondre	1.78 %	4.67 %

**Graphique 17 : Le pourcentage des organismes qui obtiennent leurs financements et leurs contributions en nature de chaque source**



Description textuelle – Graphique 17

La source	Org. fournit des programmes d'alimentation scolaires	Org. souhaitant offrir des programmes d'alimentation scolaires
Gouvernement fédéral	21.85 %	24.72 %
Gouvernement provincial ou territorial	53.74 %	36.52 %
Administration municipale	26.77 %	23.6 %
Parents ou gardiens	22.64 %	12.36 %
Organisme de bienfaisance	51.18 %	33.71 %
Secteur privé	43.7 %	39.89 %
Autre, veuillez préciser	9.65 %	11.8 %
Je ne sais pas	15.35 %	10.11 %
Je préfère ne pas répondre	3.15 %	5.06 %